

---

# DÉPENDANCE AUX EXPORTATIONS ET DURABILITÉ DE LA CROISSANCE DE LA CHINE ET DU RÉSEAU DE PRODUCTION D'ASIE DE L'EST

Yılmaz Akyüz



# DOCUMENT DE RECHERCHE

27

## DÉPENDANCE AUX EXPORTATIONS ET DURABILITÉ DE LA CROISSANCE DE LA CHINE ET DU RÉSEAU DE PRODUCTION D'ASIE DE L'EST

*Yilmaz Akyüz\**

**CENTRE SUD**

**AVRIL 2010**

---

\* Conseiller économique spécial, Centre Sud, et ancien directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED à Genève. J'adresse mes remerciements à Michael Lim Mah-Hui, Martin Khor et Mehdi Shafaeddin pour leurs commentaires et leurs suggestions, ainsi qu'à Xuan Zhang pour son aide à la collection de données utilisées dans le présent document. Dernière date de révision : 31 mars 2010. [yilmaz.akyuz@bluewin.ch](mailto:yilmaz.akyuz@bluewin.ch)

## **LE CENTRE SUD**

En août 1995, le Centre Sud est devenu une organisation intergouvernementale permanente de pays en développement. Le Centre jouit d'une pleine indépendance intellectuelle dans la poursuite de ses objectifs, qui sont de promouvoir la solidarité entre pays du Sud, la coopération Sud-Sud et la participation coordonnée des pays en développement aux forums internationaux. Il prépare, publie et distribue des documents d'information, des analyses stratégiques et des recommandations sur les questions économiques, sociales et politiques internationales concernant les pays du Sud.

Le Centre Sud bénéficie du soutien et de la coopération des gouvernements des pays du Sud et il collabore régulièrement avec le Mouvement des pays non alignés et le Groupe des 77. Ses études et prises de position sont établies en faisant appel aux capacités techniques et intellectuelles des gouvernements et des institutions du Sud, ainsi que des citoyens de ces pays. Les sessions de travail en groupe et de larges consultations impliquant les spécialistes des diverses régions du Sud, et parfois également du Nord, permettent d'étudier les problèmes courants dans le Sud, ainsi que de partager les expériences et les connaissances.

## TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION ET RÉSUMÉ .....	5
II.	MESURE DE LA CONTRIBUTION DES EXPORTATIONS À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE 10	
III.	DONNÉES EMPIRIQUES .....	13
	<i>III.1 Coefficients d'importation des composantes de la demande totale : données provenant des économies avancées .....</i>	<i>14</i>
	<i>III.2 Contenus national et étranger des exportations des EDE de l'Asie de l'Est.....</i>	<i>18</i>
IV.	DANS QUELLE MESURE LA CROISSANCE DE LA CHINE EST-ELLE TIRÉE PAR LES EXPORTATIONS ? .....	23
	<i>IV.1 Expérience récente .....</i>	<i>23</i>
	<i>IV.2 Vulnérabilité chinoise à une réduction des exportations.....</i>	<i>27</i>
	<i>IV.3 La solution .....</i>	<i>29</i>
V.	IMPLICATIONS POUR LES FOURNISSEURS ASIATIQUES DE LA CHINE.....	33
	BIBLIOGRAPHIE .....	39

## TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Coefficients d'importation et part des importations dans la croissance en Europe, 2005.....	15
Tableau 2 : Contenus en importation dans certaines économies.....	17
Tableau 3 : Contenu en éléments nationaux des exportations asiatiques, 2001 .....	19
Tableau 4 : Coefficient d'importation des exportations chinoises .....	20
Tableau 5 : Croissance du PIB réel et de ses composantes en Chine .....	23
Tableau 6 : Exportations, importations et revenu de la Chine.....	24
Tableau 7 : Contributions de la demande intérieure et des exportations à la croissance chinoise .....	26
Tableau 8 : Exportations dans les EDE liées au réseau de production de l'Asie de l'Est centré sur la Chine.....	34
Graphique 1 : Salaires, bénéfices et consommation privée.....	32

## I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ

Un des principaux problèmes soulevés par la crise économique mondiale est le degré de dépendance aux exportations, notamment vers les États-Unis et l'Union européenne (UE), de la croissance des économies en développement et émergentes (EDE) d'Asie de l'Est<sup>1</sup>. A ce propos, l'attention se concentre souvent sur la Chine en tant que centre du réseau de production de l'Asie de l'Est et premier pays exportateur régional et mondial. Déjà dès le début de la crise, les opinions divergeaient largement quant à savoir si la croissance de l'Asie de l'Est serait découplée de la contraction de l'activité économique des économies avancées. Ceux qui pensaient que les exportations ne jouaient pas un rôle essentiel en Asie de l'Est prévoyaient non seulement que la croissance de la région continuerait de décoller malgré les difficultés émergentes dans les économies avancées, mais aussi qu'elle empêcherait l'économie mondiale de tomber en récession. Par exemple, d'aucuns ont affirmé qu'« en ce qui concerne la croissance macro-économique, l'économie [chinoise] est et a toujours été effectivement « découplée » et [que] la Chine a peu à craindre d'une baisse de la demande mondiale » car l'« idée que la Chine est une économie tirée par les exportations » est un mythe (Anderson 2007a:1). *The Economist* (2007) a propagé une opinion similaire, selon laquelle les exportations nettes de la Chine ont contribué à environ un quart de la croissance du pays en 2007 et un ralentissement américain n'aurait certainement l'effet que d'une tempête dans un verre d'eau pour la Chine. Même au fur et à mesure que la crise s'accroissait, il y avait des discussions sur un couplage inversé, avec le reste du monde, notamment sur la Chine tirant les États-Unis vers le haut et les prévenant de la récession (Bergsten 2008).

En tout état de cause, les échanges commerciaux ont été la principale voie de transmission des effets néfastes de la crise sur les EDE d'Asie. Lorsque la contraction économique a commencé à s'enraciner dans les économies avancées, en Asie les exportations ont commencé à chuter rapidement à partir du troisième trimestre 2008 et ont enregistré d'une année sur l'autre des chutes atteignant des taux à deux chiffres dans toute la région, après avoir crû à des taux similaires au cours des années précédentes. Par conséquent, la croissance a fléchi, ce qui a frappé particulièrement fort les principaux pays exportateurs par rapport aux pays dont les exportations sont moins conséquentes, comme l'Indonésie et les Philippines. La Chine pourrait éviter l'arrêt de sa croissance à l'aide d'un important programme budgétaire et d'une relâche offensive de sa politique monétaire. D'autres, dont les nouvelles économies industrielles (NEI) et certains des plus grands pays exportateurs d'Asie du Sud-Est, la Malaisie et la Thaïlande, ont affiché une croissance négative pour la première fois depuis de nombreuses années, malgré les fortes mesures politiques anticycliques qui ont été prises.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Aux fins de la présente étude, l'Asie de l'Est comprend les nouvelles économies industrielles ou NEI (la Corée, Hong Kong, Singapour, Taïwan), la Chine et les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et ne prend pas en compte le Japon.

<sup>2</sup> Pour en savoir plus sur les plans de relance en Asie de l'Est, voir CESAP (2009), FMI,

La brusque chute des exportations et de la croissance en Asie a soulevé la question de savoir si la Chine et les autres EDE reliées au réseau de production d'Asie de l'Est pourraient de nouveau se tourner vers un modèle de croissance rapide et continue, tirée par les exportations, à mesure que l'économie mondiale sort de la crise. Même avant l'éclatement de la crise mondiale, l'incertitude pesait sur la viabilité de la pénétration grandissante de la Chine dans les marchés des économies avancées et en développement. Ces craintes se sont considérablement accentuées à cause des prévisions les plus répandues selon lesquelles le contexte économique mondial des années à venir serait vraisemblablement beaucoup moins favorable que pendant le boom de la période 2002-2007. Dans l'ensemble, l'opinion veut qu'un retour aux vieilles habitudes serait le meilleur moyen d'accroître l'instabilité et d'exacerber les crises mondiales, ce qui menacerait les systèmes monétaire, commercial et des paiements internationaux. Pour éviter cela, il faudrait, entre autres, réduire les déséquilibres commerciaux mondiaux. Les États-Unis devraient vivre dans la limite de leurs moyens et passer d'une croissance tirée par la consommation à une croissance tirée par les exportations, tandis que la Chine devrait freiner l'expansion de ses exportations et s'appuyer de plus en plus sur sa consommation intérieure.<sup>3</sup> En réalité, le fait de prendre conscience qu'un retour aux *vieilles habitudes* n'est peut-être pas possible souligne l'importance de chercher un nouveau modèle de croissance en Asie de l'Est, basé sur l'expansion des marchés intérieurs et régionaux.

Dans le présent document, nous abordons ces questions en nous intéressant essentiellement à la Chine et aux EDE d'Asie de l'Est qui la fournissent. Pour commencer, nous nous penchons sur la question plus analytique de l'évaluation de la dépendance aux exportations et de leur contribution à la croissance. Nous notons que la méthode conventionnelle d'analyse explicative de la croissance basée sur l'identité comptable du revenu national n'est pas adéquate pour évaluer la contribution des composantes de la demande à la croissance. Le ratio standard exportations/ PIB surestime le revenu (valeur-ajoutée) généré par les exportations parce qu'il ne prend pas en compte le contenu étranger (importations) des exportations, lequel tend à être particulièrement élevé dans les pays étroitement liés aux réseaux de production internationaux. Les exportations nettes (c'est-à-dire les exportations diminuées des importations) ne sont pas non plus une mesure correcte de la dépendance du revenu aux exportations, car toutes les importations sont déduites des exportations et les importations utilisées pour la consommation et l'investissement intérieurs ne sont pas prises en compte. Par conséquent, ces mesures sous-estiment la part des exportations et surestiment la part de la demande intérieure dans le produit intérieur brut (PIB). Ainsi, pour mesurer l'importance des exportations dans le processus de génération de revenu, il est nécessaire d'identifier le contenu direct et indirect en importation de la consommation, des investissements et des exportations, en utilisant le rapport entrées/sorties.

Puis, nous étudions les données empiriques sur le contenu en importation des composantes de la demande totale. Pour les EDE, les estimations concernant la

---

« Perspectives de l'économie mondiale » (oct. 2009) et FMI, « Perspectives économiques régionales pour l'Asie et le Pacifique » (oct. 2009).

<sup>3</sup> Cependant, comme nous l'avons discuté dans Akyüz (2010), un rééquilibrage entre la Chine et les États-Unis ne suffirait pas à garantir la stabilité et la croissance mondiales.

demande intérieure ne sont pas faciles à obtenir. La plupart des travaux effectués sont centrés sur le contenu en importation des exportations. Toutefois, des études concernant plusieurs économies avancées révèlent certains schémas qui pourraient se reproduire dans les pays en développement aussi. Premièrement, le contenu en importation des composantes nationales et étrangères de la demande a crû en raison d'une intégration économique plus poussée et de l'accentuation de la spécialisation verticale et du commerce intrasectoriel. Deuxièmement, dans une grande majorité de pays, le contenu en importation des exportations est plus important que celui de la consommation et de l'investissement intérieurs. Troisièmement, le contenu en importation de la consommation est presque toujours inférieur à celui de l'investissement et le contenu en importation de la consommation publique est plus faible que celui de la consommation privée. Enfin, la méthode d'analyse explicative de la croissance basée sur l'ajustement en fonction des coefficients d'importation de toutes les composantes de la demande effective montre généralement une plus grande contribution des exportations à la croissance que celle résultant de la méthode d'analyse conventionnelle basée sur les exportations nettes.

Pour des pays autres que la Chine, les données empiriques sur le contenu en importation des exportations sont limitées et relèvent du début de la décennie. Par contre, il existe plusieurs études concernant la Chine dans lesquelles les estimations couvrent les années plus récentes. Ces études sont utilisées parallèlement à certains postulats basés sur les données des économies avancées pour réaliser des estimations concernant les coefficients d'importation de la consommation, de l'investissement et des exportations de la Chine.

Les données montrent que ces dernières années le contenu moyen en importation des exportations chinoises se situait entre 40 et 50 pour cent ; ce qui veut dire que la valeur ajoutée intérieure générée par les exportations est inférieure à 60 pour cent de leur valeur brute. En termes de valeur ajoutée, la part des exportations dans le PIB est de l'ordre de 20 pour cent. La valeur ajoutée intérieure créée par unité d'exportation de produits résultant d'activités de transformation (assemblage) est d'environ un quart de la valeur ajoutée générée par les exportations de produits ne résultant pas d'activités de transformation. Pour ce qui est des exportations ne résultant pas d'activités de transformation, une grande partie de la valeur ajoutée est créée dans des secteurs qui fournissent des intrants pour les exportations, plutôt que dans des secteurs qui produisent des biens exportables. Au contraire, les exportations de produits résultant d'activités de transformation dépendent très peu d'intrants provenant d'autres secteurs et une part importante de la valeur-ajoutée générée dans les secteurs qui produisent des biens exportables revient aux entreprises étrangères.

Le contenu en importation de la consommation chinoise est assez faible par rapport à la plupart des économies avancées. Plus de 60 pour cent des importations sont utilisées, directement ou indirectement, pour les exportations, moins de 15 pour cent pour la consommation et environ 20 à 25 pour cent pour l'investissement. Par conséquent, l'économie chinoise semble être très ouverte aux importations destinées à être réexportées et à l'investissement tourné vers l'exportation, mais pas aux importations destinées à la consommation intérieure.

Malgré le fort contenu en importation des exportations, on estime que pendant les années qui ont précédé la crise mondiale un tiers de la croissance du revenu de la

Chine était dû aux exportations en raison de leur croissance spectaculaire de 25 pour cent par an. Ce chiffre monte jusqu'à 40 pour cent si les retombées sur la consommation intérieure (le multiplicateur) sont prises en compte et à 50 pour cent si les répercussions sur l'investissement intérieur sont prises en compte. Ces chiffres sont bien plus élevés que les estimations de 15 pour cent environ obtenues à l'aide de la méthode de calcul conventionnelle basée sur les exportations nettes.

On estime qu'une chute de 10 points de pourcentage du taux de croissance des exportations réduirait la croissance du PIB chinois d'au moins 2 points de pourcentage, en prenant en compte les retombées sur la consommation intérieure, et de 2,5 points de pourcentage, en prenant en compte les retombées sur la consommation et l'investissement intérieurs. La brusque contraction des exportations de 2009 a abouti à une chute de presque 6 points de pourcentage entre 2002 et 2007 de la contribution des exportations à la croissance. Malgré une intervention massive, cette chute n'a été que partiellement compensée par une croissance plus rapide de la demande intérieure, de manière qu'on estime que la croissance du PIB en 2009 est restée entre 2,5 à 3 points de pourcentage en dessous de la moyenne de 2002-2007.

Pour retrouver un rythme de croissance du revenu de 10 pour cent environ par an sur la base des exportations, il faudrait que la Chine continue à enregistrer de grands bénéfices sur les marchés étrangers. Or cela serait difficile étant donné les déséquilibres commerciaux déjà existants et les prévisions de ralentissement de la croissance et de montée du chômage dans la plupart des économies avancées. D'un côté, si la Chine prenait des mesures offensives de stimulation de ses exportations, elle pourrait se heurter à une forte résistance qui aurait des conséquences sur la stabilité du système commercial international. D'un autre côté, si la Chine réduit la croissance de ses exportations à un niveau plus acceptable, son taux de croissance pourrait, sans changement fondamental du rythme et du schéma de la demande intérieure, s'élever tout au plus à 7 pour cent, voire moins si le ralentissement de la croissance accentuait les difficultés financières et la déflation des actifs.

Si l'investissement augmentait plus vite que la consommation, les entreprises devraient se développer rapidement sur les marchés étrangers pour faire plein usage de la capacité de production ainsi créée et maintenir leur forte croissance. C'est ce que la Chine a été capable de faire jusqu'à présent. Cependant, s'il n'est plus possible de maintenir pareille expansion, la solution consiste à placer la consommation avant le revenu et l'investissement. En Chine, la part de la consommation privée dans le PIB a été en constante baisse depuis la fin des années 1990, passant de plus de 55 pour cent à quelque 36 pour cent ces deux dernières années. Elle est donc inférieure à la part de l'investissement dans le PIB, qui est depuis montée à 50 pour cent, suite aux mesures budgétaires et monétaires prises en réaction à la contraction des exportations. Pour chaque baisse de 10 points de pourcentage du taux de croissance des exportations, il faudrait que la consommation croisse d'au moins 5 points de pourcentage de plus, afin de stabiliser la croissance. Il faut également considérablement réduire l'investissement afin de résoudre le problème de capacité excédentaire dans plusieurs secteurs, lequel a été aggravé par les récentes mesures de stimulation.

La sous-consommation chinoise n'est pas tant due à l'épargne extraordinairement grande des ménages qu'à une faible part du revenu des ménages dans le PIB. Ce revenu n'est presque que composé de salaires, car les transferts

publics et le revenu de placement sont très faibles. La part des salaires dans le PIB a été en constante diminution depuis la fin des années 1990, ce qui s'est littéralement traduit par la chute de la part de la consommation privée. L'augmentation continue des bénéfices ont permis aux taux de rétention du bénéfice des entreprises, dont les entreprises publiques, de dépasser 20 pour cent du PIB, un chiffre bien au-dessus des taux affichés au début de l'industrialisation du Japon et des NEI. Ainsi, la disparité entre la consommation et l'investissement, ainsi que la dépendance aux marchés étrangers qui en découle sont les reflets des déséquilibres entre les salaires et les profits et entre les revenus des ménages et les revenus des entreprises. Cette tendance doit être corrigée si l'objectif est de générer une croissance rapide et soutenue basée sur la consommation intérieure.

La plupart des EDE qui participent au réseau de production de l'Asie de Est centré sur la Chine ne sont pas moins dépendantes des exportations que la Chine. Bien que la Chine soit devenue le plus grand marché d'exportation pour un nombre croissant de ces pays, une part importante de leurs produits importés par la Chine est utilisée pour l'exportation de biens de consommation vers les États-Unis et l'UE. Ils sont donc vulnérables au ralentissement de la croissance des marchés des États-Unis et de l'Europe auquel ils sont exposés directement mais aussi indirectement, à travers la Chine.

Le contenu en importation des exportations de la Chine étant beaucoup plus important que celui de la consommation intérieure, si la Chine passait d'une croissance tirée par les exportations à une croissance tirée par la consommation, les importations chinoises de produits provenant des autres EDE d'Asie de l'Est réduiraient fortement. En d'autres termes, au rythme actuel des dépenses intérieures de la Chine, le marché chinois ne représente pas un bon substitut aux marchés américains et européens pour les pays d'Asie de l'Est. La Chine ne pourrait pas remplacer les États-Unis même si elle maintenait le taux de croissance de son PIB à environ 10 pour cent sur la base de la consommation intérieure plutôt que sur les exportations : son PIB équivaut au tiers du PIB des États-Unis, la part des ménages dans le PIB est beaucoup plus petite qu'aux États-Unis, les ménages épargnent une beaucoup plus grande part du revenu disponible et le contenu en importation de la consommation des ménages est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis. Pour devenir une locomotive régionale, la Chine devrait accroître non seulement sa consommation intérieure, mais aussi sa consommation de biens finis provenant des EDE de la région. Elle peut aussi jouer un rôle important dans l'accélération de la croissance des marchés régionaux et dans la promotion des échanges intra-régionaux en apportant des financements externes à plusieurs EDE d'Asie qui se heurtent à des difficultés de balance des paiements.

## II. MESURE DE LA CONTRIBUTION DES EXPORTATIONS À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'approche conventionnelle de la mesure de la contribution des exportations à la croissance économique repose sur une méthode d'analyse explicative de la croissance de la demande basée sur l'identité comptable du revenu national *a posteriori*. Cette méthode implique de décomposer la croissance du revenu en ses parties constituantes, à l'aide des taux de croissance observés de chaque composante de la demande totale et de leur part dans la demande totale.<sup>4</sup> Le point de départ est l'identité comptable du revenu national :

$$(1) \quad Y = C + I + X - M$$

où  $C$  et  $I$  désignent la consommation publique et privée et l'investissement public et privé, respectivement. En termes de croissance *a posteriori*, l'identité est la suivante :

$$(2) \quad g_y = g_c (C/Y) + g_i (I/Y) + g_x (X/Y) - g_m (M/Y)$$

La somme des deux derniers éléments se définit comme étant la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB. Dans cette méthode de calcul, on considère que la croissance est stimulée par la demande intérieure si la contribution de la consommation ajoutée à celle de l'investissement dépasse celle des exportations nettes. Cette dernière peut être positive même en cas de déficit commercial à condition que la croissance des exportations soit assez rapide par rapport à celle des importations.

Cette méthode ne peut pas correctement différencier la contribution de la demande intérieure et la contribution des exportations à la croissance et aider à évaluer la vulnérabilité d'une économie aux perturbations des exportations, car elle ne relie pas les importations aux composantes de la demande totale. Elle sous-estime la contribution des exportations et surestime la contribution de la demande intérieure à la croissance, car toutes les importations sont déduites des exportations même si elles sont utilisées, en partie, pour la consommation et l'investissement intérieurs. Ce que l'expression  $[g_x(X/Y) - g_m(M/Y)]$  peut tout au plus décrire est la contribution *a posteriori* du commerce à la croissance. Par ailleurs, le terme  $g_x(X/Y)$  surestime la contribution des exportations à la croissance, car il ne prend pas en compte le contenu en importation (valeur ajoutée étrangère) des exportations. Dans une méthode d'analyse correcte, le revenu (valeur ajoutée) généré par la demande intérieure serait diminué du contenu en importation de la consommation et de l'investissement et le revenu généré par les exportations serait diminué de son propre contenu en importation, non pas des importations totales.

---

<sup>4</sup> Pour un exemple, voir BAD (2005 : chap. 1).

Prenons les facteurs  $\alpha$ ,  $\beta$  et  $\delta$  désignant les coefficients d'importation de la consommation, de l'investissement et des exportations, respectivement, et écrivons :

$$(3) \quad M = \alpha C + \beta I + \delta X$$

où les membres de droite de l'équation (3) désignent les importations qui sont directement et indirectement utilisées pour la consommation, pour l'investissement et pour les exportations, respectivement. Dans les cas exceptionnels où les coefficients d'importation sont égaux ( $\alpha = \beta = \delta$ ), ils seront rendus par :  $m/(1+m)$  où  $m = M/Y$ .

Le contenu en importation de la consommation a deux composantes : les biens de consommation finale importés et les intrants utilisés dans la production intérieure des biens consommables. De même, le contenu en importation de l'investissement comprend les biens d'équipement importés et les produits intermédiaires importés pour l'investissement intérieur. Concernant les exportations, une distinction peut être faite entre les exportations de biens produits sur le territoire national et les réexportations. Ces dernières se définissent comme étant les exportations de biens importés sans qu'aucune (ou presque aucune) transformation supplémentaire n'ait été effectuée dans le pays et montrent, de ce fait, l'importance du rôle distributeur ou marchand, plutôt que producteur, de l'économie. Cependant, la distinction n'est pas toujours nette et il n'existe aucune définition généralement acceptée de ce que sont les réexportations même si plusieurs pays les classent dans une catégorie différente d'exportations en fonction de leurs propres définitions.<sup>5</sup>

En utilisant (3) dans (1), nous obtenons, en termes de croissance :

$$(4) \quad g_y = g_c (1 - \alpha) (C/Y) + g_i (1 - \beta) (I/Y) + g_x (1 - \delta) (X/Y)$$

où le terme  $(1 - \delta)X$  représente les exportations mesurées en termes de valeur ajoutée (ou exportations à valeur ajoutée, VAX). Celles-ci incluent la valeur ajoutée créée dans les secteurs produisant des biens exportables (c'est-à-dire de la valeur ajoutée directe) et dans les secteurs fournissant des intrants pour les exportations (valeur ajoutée indirecte). De même,  $(1 - \alpha)C$  et  $(1 - \beta)I$  désignent la valeur ajoutée intérieure totale créée pour la consommation et pour l'investissement, respectivement.

Les coefficients d'importation sont susceptibles de varier dans le temps en fonction de l'évolution des préférences de consommation, des technologies et de la structure de production. Sur des périodes plus courtes, les fluctuations des taux de change peuvent mener à des variations significatives des coefficients d'importation et, par conséquent, de la part des importations dans le PIB en altérant la demande relative de biens produits à l'étranger et de biens produits sur le territoire national. En revanche, lorsque les coefficients d'importation de différentes composantes de la demande sont distincts, les changements de la composition de la demande totale altéreront les importations totales sans que cela ne change le niveau de revenu.

---

<sup>5</sup> Aux Pays-Bas, un bien importé sous un code spécifique à six chiffres est inclus dans la catégorie des réexportations s'il est exporté sous le même code. Pour en savoir plus sur la définition, l'identification et la mesure des réexportations et pour des données empiriques, voir Roos (2006) et Mellens *et al.* (2007).

Bien qu'elle améliore grandement la méthode d'analyse conventionnelle basée sur les exportations nettes, l'équation (4) ne rend pas précisément compte de la contribution des exportations à la croissance, car elle ne prend pas en compte l'impact des exportations sur la demande intérieure. Pour prendre en considération toutes les interdépendances, dont l'impact de la demande intérieure, notamment l'investissement, sur les exportations, il ne fait aucun doute qu'il faut un modèle macroéconomique à part entière, prévoyant les décalages des interactions entre, d'un côté, les composantes intérieures de la demande et, de l'autre côté, les importations et les exportations.<sup>6</sup> Dans notre étude, nous nous intéresserons ici essentiellement à l'effet multiplicateur. La hausse des exportations pousse la consommation intérieure vers le haut du fait de son impact sur le revenu, ce qui crée un effet multiplicateur. Dans ce processus, les importations aussi s'accroissent, en fonction du coefficient d'importation de la consommation, ce qui atténue l'impact global de la croissance des exportations sur le revenu.

Prenons  $C = c Y$  où  $c$  est la propension moyenne à consommer. La contribution totale des exportations à la croissance du PIB est alors indiquée par l'équation :

$$(5) \quad g_{y/x} = g_x [(1 - \delta) (X/Y)] \psi$$

où  $\psi = 1 / [1 - c (1 - \alpha)]$ , c'est-à-dire le multiplicateur d'ajustement des importations. L'équation (5) incorpore à la fois l'impact direct des exportations corrigées de leur contenu en importation sur le revenu et leur impact indirect à travers la consommation.<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Pour en savoir plus sur la relation à double sens entre l'investissement et les exportations, ou lien investissement/ exportations, voir Akyüz (2009).

<sup>7</sup> Agarwala (2009) est l'une des rares études qui prend en compte l'effet multiplicateur dans l'estimation de la contribution des exportations à la croissance en Inde, ce qui suppose que le contenu en importation des exportations est, tout au plus, égal à la moyenne des importations dans les dépenses totales. Il n'y a pas de données facilement accessibles concernant l'Inde pour évaluer si cette hypothèse est valable.

### III. DONNÉES EMPIRIQUES

La recherche d'une croissance tirée par les exportations, la libéralisation des échanges et l'étendue rapide de réseaux internationaux de production au cours des vingt dernières années ont entraîné d'importantes hausses du contenu en importation de la production et de la consommation dans presque tous les pays, mais plus particulièrement dans les EDE. Notamment, l'utilisation croissante d'intrants importés pour les exportations est devenue une caractéristique majeure de ce qui est appelé la *spécialisation verticale* dans laquelle deux pays au moins prennent part à la séquence de production d'un bien et dans laquelle le bien en cours de traitement traverse au moins deux frontières avant d'atteindre l'utilisateur final (Hummels *et al.* 2001).

La plus grande participation des EDE dans les réseaux internationaux de production de produits manufacturés a généré une croissance rapide non seulement de leurs exportations, mais aussi de leurs importations en tant qu'intrants utilisés dans la production. Ainsi, l'augmentation, dans les EDE, des exportations de produits manufacturés n'a pas toujours coïncidé avec la hausse de la valeur ajoutée manufacturière nationale (CNUCED 2002: 77-81; et 2003: 99-102). Depuis les années 1980, les exportations totales de produits manufacturés excèdent de plus en plus la valeur ajoutée manufacturière totale dans plusieurs EDE participant étroitement aux réseaux internationaux de production, comme Hong Kong, la Malaisie, le Mexique et Singapour, mais c'est l'inverse qui s'est produit dans les pays du Groupe des 7 (G7) et dans certains pays tardivement industrialisés, tels la Corée. En réalité, certaines des EDE, dont Hong Kong et le Mexique, ont vu leur part dans les exportations mondiales de produits manufacturés augmenter et leur part dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale chuter.

La hausse rapide des activités de réexportation, accompagnée de l'augmentation du contenu en importation des exportations produites sur le territoire national, est l'une des principales raisons pour lesquelles la part des exportations dans le PIB est de plus en plus grande dans beaucoup de pays. Une récente étude a montré que les réexportations ont crû plus vite que les exportations de biens produits sur le territoire national dans les dix pays étudiés (Mellens *et al.* 2007). Les réexportations sont la raison principale pour laquelle les exportations dépassent le PIB dans plusieurs économies d'entrepôt. Elles représentent plus de 50 pour cent des exportations totales de Singapour et environ 95 pour cent des exportations totales de Hong Kong. Cependant, la réexportation ne concerne pas seulement les petites économies d'entrepôt fonctionnant comme des distributeurs régionaux ou mondiaux de certains produits des technologies de l'information et de la communication (TIC). Selon la même étude, plus de la moitié des exportations de produits manufacturés hollandais sont des réexportations. L'émergence de la Chine a aidé les Pays-Bas à devenir le centre de distribution européen où les deux-tiers des importations hollandaises provenant de Chine sont réexportées (Suyker 2007). L'Allemagne est le plus grand marché des réexportations hollandaises et environ 15 pour cent de ses exportations totales sont des réexportations.

Dans les EDE, l'accroissement récent des importations n'est pas seulement dû à la croissance des installations de production liées aux réseaux mondiaux ou aux

réexportations. La rapide libéralisation des échanges et de l'investissement étranger au cours de ces vingt dernières années aussi a entraîné la hausse du coefficient d'importation des biens et des services produits pour approvisionner les marchés intérieurs. Cependant, en règle générale, le coefficient d'importation des exportations tend à être plus élevé que celui de la demande intérieure non seulement parce que les secteurs d'exportation sont de plus en plus liés aux chaînes de production mondiales, mais aussi parce que les services non exportables représentent une grande part de la consommation privée. Pour la même raison, le coefficient d'importation de l'investissement est supérieur à celui de la consommation intérieure, notamment dans les pays où il y a des industries productrices de biens d'équipement qui sont sous-développées.

### ***III.1 Coefficients d'importation des composantes de la demande totale : données provenant des économies avancées***

Pour évaluer les coefficients d'importation, il faut répartir les importations entre toutes les catégories de dépenses sur la base de tableaux entrées-sorties détaillés.<sup>8</sup> Il existe plusieurs études concernant les économies avancées, souvent tirées de la base de données entrées-sorties de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE). Les bureaux de statistiques et d'autres agences gouvernementales de quelques pays, dont les Pays Bas et, plus récemment, le Canada, la France et le Danemark, ont utilisé des tableaux entrées-sorties pour évaluer les contributions de la demande intérieure et des exportations à la croissance basées sur les ajustements en fonction du contenu en importation.

Kranendonk et Verbruggen (2008a, 2008b) du Bureau hollandais d'analyse des politiques économiques donnent des estimations concernant les coefficients d'importation pour plusieurs économies de la zone euro et pour les États-Unis, à l'aide de matrices cumulées de structures de production obtenues par l'élimination de la demande intermédiaire intérieure dans les tableaux entrées-sorties. Ces estimations ont été réalisées pour quatre composantes de la demande effective : la consommation privée, la consommation publique, l'investissement et les exportations. Deux séries d'estimations sont fournies. D'abord, les coefficients moyens d'importation, qui montrent la répartition des importations totales pour chaque année donnée entre ces quatre composantes de la demande. Ensuite, les coefficients marginaux d'importation qui donnent, sur la base de certains présupposés, une estimation des proportions dans lesquelles les variations des composantes de la demande ont été couvertes par les importations en deux ans.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> Il faut noter que les estimations des coefficients d'importation peuvent ne pas être fiables si les données sur les entrées et les sorties ne sont pas suffisamment détaillées. Voir Hummels *et al.* (2001) et NRC (2006).

<sup>9</sup> Les coefficients marginaux d'importation peuvent être négatifs, du fait du remplacement des importations, c'est-à-dire que l'importation de produits pour répondre à la demande au cours des années précédentes peut être remplacée par la production sur le territoire national des produits en question. Ces coefficients peuvent aussi dépasser l'unité, comme cela peut se produire dans le processus de désindustrialisation lorsque la production intérieure est remplacée par les importations.

Les résultats sont résumés au tableau 1. Plusieurs caractéristiques méritent d'être relevées. Premièrement, en ce qui concerne les pays de la zone euro pris tous ensemble, le coefficient d'importation des exportations est plus élevé que le coefficient d'importation de chacune des composantes de la demande intérieure. Tel est aussi le cas pour la plupart des pays pris individuellement. Deuxièmement, pour cet échantillon de pays, les exportations représentent encore, directement ou indirectement, moins de la moitié des importations totales (48 pour cent).<sup>10</sup> Troisièmement, l'investissement absorbe plus d'importations que la consommation privée, mais, comme cette dernière constitue la grande partie de la demande intérieure (environ 60 pour cent du PIB), à peu près un tiers des importations totales vont, directement ou indirectement, à la consommation privée. Quatrièmement, le coefficient d'importation de la consommation publique est plus faible que celui des autres composantes de la demande : environ un cinquième du coefficient d'importation des exportations et la moitié du coefficient d'importation de la consommation privée. Il en va de même lorsque les pays de l'échantillon sont pris individuellement.

**Tableau 1 : Coefficients d'importation et part des importations dans la croissance en Europe, 2005 (en %)**

	Consom. privée	Consom. publique	Investissement	Exportations	Total
Coefficients moyens d'importation	20	9	31	47	28 <sup>b</sup>
Parts des importations	31	5	17	48	100
Contribution à la croissance :					
Méthode conventionnelle	0,7	0,3	0,6	-0,3	1,3
Méthode basée sur l'ajustement en fonction des importations	0,4	0,2	0,3	0,4	1,3
Coefficients marginaux d'importation 2000-05	39	16	95	62	49 <sup>b</sup>
<i>Pour mémoire : États-Unis 2003-07</i>					
Coefficients marginaux d'importation	23	17	40	16	24 <sup>b</sup>

Source : Kranendonk et Verbruggen (2008a et 2008b)

- a. Inclut l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas.
- b. Importations en tant que part de la demande totale.

<sup>10</sup> Toutefois, dans les pays qui réexportent beaucoup, comme la Belgique et les Pays-Bas, les exportations représentent deux tiers des importations totales.

Les coefficients marginaux d'importation de chacune des composantes de la demande sont bien plus faibles aux États-Unis qu'en Europe. Il faut noter que pour les États-Unis le coefficient d'importation des exportations est particulièrement bas. Il est non seulement inférieur au coefficient d'importation des exportations de l'Europe, mais aussi aux coefficients des autres composantes de la demande des États-Unis. Pour la plupart des pays européens et pour la région dans son ensemble, le coefficient marginal d'importation est plus élevé que le coefficient moyen de chacune des composantes de la demande, intérieure et extérieure. La hausse des exportations et de la demande intérieure est de plus en plus satisfaite par les importations, du fait de l'augmentation de la pénétration étrangère et du commerce intrasectoriel basé sur la spécialisation verticale, et ce, dans des proportions particulièrement élevées en ce qui concerne l'investissement. Cela est aussi vrai pour les États-Unis.

Les écarts de contribution à la croissance entre la méthode d'analyse conventionnelle basée sur les exportations nettes et la méthode basée sur les ajustements en fonction des importations sont frappants. La méthode conventionnelle montre que la contribution des exportations à la croissance, pour l'échantillon de pays européens, était négative en 2005, alors que, pour la même année, la méthode basée sur l'ajustement en fonction des importations attribue presque un tiers de la croissance du PIB aux exportations. Les contributions de la consommation intérieure et de l'investissement à la croissance sont bien moindres que celles obtenues à l'aide de la méthode conventionnelle. Selon la méthode de calcul conventionnelle, en Belgique, en France et en Espagne, la contribution des exportations à la croissance s'avère négative presque tous les ans, alors que la méthode fondée sur l'ajustement en fonction des importations indique des contributions positives. Cette analyse s'applique aussi aux États-Unis où la méthode basée sur l'ajustement en fonction des importations montre que les exportations ont contribué à pas moins de 20 pour cent de la croissance du PIB entre 2004 et 2007.

Le tableau 2 résume une autre série d'estimations concernant le contenu moyen en importation des exportations, de la consommation et de la formation brute de capital fixe (FBCF) pour quelques économies avancées, qui ont été élaborées avec des données entrées-sorties comparables. Une fois encore, dans tous les pays, le contenu en importation de la consommation est plus faible que celui des exportations et celui de la FBCF. En Belgique et, plus particulièrement, en Allemagne, les coefficients moyens d'importation de toutes les composantes de la demande ont beaucoup augmenté entre 1995 et 2005. La hausse du contenu en importation des exportations peut en partie s'expliquer par l'accroissement des réexportations. Cependant, cette hausse reflète également l'intensification de la spécialisation verticale. Par exemple, en Allemagne, on estime que la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations de biens produits sur le territoire national est passée de 18 pour cent en 1995 à 23,3 pour cent en 2005 (Loschky et Ritter, 2006).

**Tableau 2 : Contenus en importation dans certaines économies (en %)**

		Exportations	Consommation	FBCF
Australie	1996-97	16,0	13,3	25,0
Belgique	1995	58,3	20,1	41,7
	2005 <sup>a</sup>	62,0	32,0	48,0
Danemark	1996	41,8	13,9	25,2
Finlande	1995	29,6	16,8	32,8
Allemagne	1995	29,2	12,9	17,3
	2005a	42,0	22,0	33,0
Nouvelle Zélande	1995-96	20,4	18,7	36,7
Norvège	1997	19,5	20,3	43,0
Royaume-Uni	1995	23,9	19,0	32,3

Source : Claus et Li (2003)

a. Kranendonk et Verbruggen (2008a)

Les différences qu'il y a entre les coefficients d'importation des diverses composantes de la demande font apparaître que les importations peuvent croître ou décroître significativement lorsque la composition de la demande globale change, sans pour autant que son niveau global ne soit altéré. Une demande totale d'un niveau donné associée à une consommation privée élevée et à une consommation publique faible produira plus d'importations qu'une demande totale de même niveau mais caractérisée par une consommation privée plus faible et une consommation publique plus élevée. Même s'il n'y a pas de données facilement accessibles sur les coefficients d'importation de l'investissement public et de l'investissement privé, ce dernier absorbe généralement plus d'importations que le premier. Par conséquent, une inversion entre les dépenses privées et les dépenses publiques dans la composition de la demande intérieure pourrait aboutir à une chute importante des importations, même si le niveau de la demande totale et du revenu reste inchangé. Telles semble être la principale raison pour laquelle pendant la crise actuelle, les importations ont ralenti par rapport au revenu dans plusieurs pays où les dépenses publiques ont progressé afin de compenser le déclin des dépenses privées et de stabiliser l'activité économique.

Au niveau mondial, les importations d'un pays sont les exportations d'un autre pays et, tel que noté ci-avant, le contenu en importation des exportations est plus élevé que celui des dépenses publiques ou privées dans presque tous les pays. Lorsque les dépenses privées d'un pays A (disons les États-Unis) baisseront, ses importations chuteront même s'il réussit à stabiliser sa demande totale et son revenu en augmentant les dépenses publiques ; ce qui résultera en une baisse des exportations du pays B (par exemple, la Chine). Une relance budgétaire compensatoire lancée, à son tour, par le pays B est susceptible de stabiliser son revenu, mais ne peut pas empêcher les importations de décroître, car les dépenses publiques absorbent moins d'importations que les exportations. Dans ce contexte, le commerce international se contractera plus vite que le revenu, tel que cela a été le cas lors de la récente crise mondiale.

### ***III.2 Contenus national et étranger des exportations des EDE de l'Asie de l'Est***

Les estimations des coefficients d'importation des composantes de la demande intérieure basées sur le tableau entrées-sorties ne sont pas disponibles pour ce qui est EDE. Presque tous les travaux concernant les EDE traitent essentiellement de la spécialisation verticale et du contenu en importation des exportations. L'une des premières études dans ce domaine (Hummels *et al.* 2001) incluait quelques EDE, à savoir la Corée, Taïwan et le Mexique, ainsi que onze économies avancées, et utilisait la base de données des entrées et des sorties de l'OCDE et les tableaux entrées-sorties nationaux. Pour cet échantillon de pays, la part moyenne de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations était de 21 pour cent environ en 1990, contre 23 pour cent en 1995. Les estimations ont ensuite été étendues au commerce mondial dans son ensemble, sur la base de certaines hypothèses concernant les pays pour lesquels les données entrées-sorties n'étaient pas disponibles. Ainsi, pour les EDE d'Asie de l'Est (Chine, Hong Kong, Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande), le contenu en importation des exportations (expéditions en transit non comprises) a été évalué à 25 pour cent en 1970 et à 35 pour cent en 1995. Pour ce qui est de l'économie mondiale toute entière, on estime que le contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations (cargaisons en transit ou réexportations non comprises) est passé de 20 pour cent en 1970 à environ 30 pour cent en 1995. Les estimations ont montré que les coefficients d'importation des exportations de la Corée et de Taïwan avoisinaient 30 pour cent et 40 pour cent, respectivement, au milieu des années 1990, affichant de très faibles hausses par rapport aux décennies précédentes.

Miroudot et Ragoussis (2009) et Johnson et Noguera (2009) ont réalisé des estimations similaires du contenu en éléments nationaux et étranger des exportations concernant plusieurs économies avancées et en développement. Les résultats de cette dernière étude sur les économies asiatiques sont récapitulés au tableau 3.<sup>11</sup> Les chiffres ne prennent pas en compte les réexportations. Il faut noter que le contenu en valeur ajoutée intérieure des exportations de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande est supérieur ou égal à celui des économies plus industrialisées (Corée et

---

<sup>11</sup> Johnson et Noguera (11) font des estimations basées sur la même méthode utilisée dans Hummels *et al.* (2009) et sur une variante de cette méthode qui donnent des résultats légèrement différents. Les chiffres du tableau 3 sont une moyenne des deux.

Taiwan). La principale cause n'est autre que la part élevée des produits de base dans les exportations totales des premiers, car la valeur ajoutée nationale de ces produits est plus forte que celle des exportations de produits manufacturés.<sup>12</sup> En Chine aussi, le contenu en valeur ajoutée nationale des exportations est supérieur à celui de la Corée et de Taiwan, mais, comme nous l'avons fait remarquer, cela n'est plus le cas lorsque les estimations sont ajustées en fonction du perfectionnement des exportations.

**Tableau 3 : Contenu en éléments nationaux des exportations asiatiques, 2001**  
(en %)

Japon	88	Taiwan	64
Inde	87	Malaisie	63
Chine	80 (66 <sup>a</sup> )	Thaïlande	60
Indonésie	79	Viet Nam	56
Hong Kong	76	Philippines	42
Corée	65	Singapour	35

Source : Johnson et Noguera (2009)

a. Ajusté en fonction du trafic de perfectionnement

Des études sur le contenu national et étranger des exportations chinoises donnent des résultats très différents selon les données et la méthode utilisées. Il est largement admis que le cadre de la spécialisation verticale créé par Hummels *et al.* (2001) n'est pas approprié aux pays aux fortes exportations résultant d'activités de transformation, comme la Chine, le Mexique et le Viet Nam. Dans de tels cas, l'hypothèse selon laquelle on utilise autant de biens importés dans les exportations résultant d'activités de transformation et dans les exportations ne résultant pas d'activités de transformation ou dans la production de produits destinés à être vendus sur le territoire national et la production de produits destinés à être exportés conduirait à une sous-estimation du contenu en importation des exportations. Il est donc nécessaire d'établir et d'utiliser des tableaux entrées-sorties distincts pour les secteurs de perfectionnement des exportations, plutôt que de se fonder sur un tableau entrées-sorties unique et officiel.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Le contenu moyen en importation des exportations de produits agricoles et miniers d'un échantillon de 40 pays était, en 2005, de moins de 20 pour cent, contre 30 pour cent pour la plupart des exportations de produits manufacturés. Voir Miroudot et Ragoussis (2009). Johnson et Noguera (2009) aussi montrent que les ratios de valeur ajoutée aux exportations sont bien plus élevés dans les secteurs de l'agriculture, des ressources naturelles et des services que dans le secteur manufacturier. Une conclusion similaire figure également dans Hummels *et al.* (2001: Table 6) pour une période antérieure.

<sup>13</sup> En Chine, les exportations résultant d'activités de transformation sont une catégorie spécifique de biens produits par l'assemblage et/ou la transformation de biens intermédiaires qui sont exempts de

**Tableau 4 : Coefficient d'importation des exportations chinoises (en %)**

---

Étude	Année	Tableau entrées-sorties unique <sup>a</sup>	Tableau entrées-sorties distinct <sup>b</sup>
-----	-----	-----	-----
Chen <i>et al.</i> (2004)	1995	-	45,5
Koopman <i>et al.</i> (2008)	1997	17,6	47,7
Dean <i>et al.</i> (2008)	1997	17,9	47,7
Johnson et Noguera (2009)	2001	20,0	34,0
Ping (2005)	2002	21,0	-
Koopman <i>et al.</i> (2008)	2002	25,1	46,1
Dean <i>et al.</i> (2008)	2002	25,4	46,1
Chen <i>et al.</i> (2008)	2002	-	53,4
Miroudot et Ragoussis (2009)	2005	30,0	-
Koopman <i>et al.</i> (2008)	2006	26,3	49,3

---

a : Tableau entrées-sorties unique concernant les exportations de biens produits sur le territoire national et les exportations résultant d'activités de transformation.

b : Tableaux entrées-sorties distincts concernant les exportations de biens produits sur le territoire national et les exportations résultant d'activités de transformation.

Le tableau 4 contient des estimations du contenu en importation des exportations chinoises obtenues par plusieurs études basées sur un tableau entrées-sorties unique ou sur des tableaux distincts concernant les exportations résultant d'activités de transformation et les exportations ne résultant pas d'activités de transformation. Le contenu moyen en importation des exportations est plus élevé lorsque des tableaux entrées-sorties distincts sont utilisés. Les exportations résultant d'activités de transformation représentaient environ 55 à 60 pour cent des exportations chinoises totales dans la première moitié de cette décennie (Koopman *et al.* 2008: Table 1; et Feenstra et Hong 2007: Table 2). Leur contenu en importation est plusieurs fois supérieur à celui des exportations de biens ne résultant pas d'activités

---

tarifs douaniers car les produits finaux ne sont vendus que sur les marchés étrangers. Chen *et al.* (2004) était la première étude qui utilisait des tableaux entrées-sorties distincts concernant les exportations résultant d'activité de transformation et les exportation ne résultant pas d'activités de transformation de la Chine. Pour une comparaison des deux méthodes et des estimations basées sur ces méthodes, voir Koopman *et al.* (2008) et Dean *et al.* (2008).

de transformation. En 2002, il était de 75 pour cent environ, contre 11 pour cent.<sup>14</sup> Le contenu en importation est particulièrement élevé (plus de 80 pour cent) dans les secteurs de la transformation des produits haut de gamme, comme les produits électroniques, par rapport aux exportations de biens dont la production demande un faible niveau de compétences. Les entreprises étrangères exercent des activités de traitement des exportations et le contenu en importation de leurs exportations est bien plus élevé que celles des entreprises nationales. Les entreprises à capital entièrement étranger, suivies par des coentreprises, font état de la plus petite part de valeur ajoutée (Koopman *et al.* 2008: Table 6).

Dans de nombreux cas, le contenu en valeur ajoutée nationale des exportations chinoises a augmenté suite à la hausse des capacités d'offre et à la modernisation technologique. La progression de l'excédent commercial provoquée par un ralentissement des importations par rapport aux exportations après 2004 est souvent interprétée comme un signe d'affaiblissement du lien entre les exportations et les importations, ce qui est soutenu par des données économétriques (Cui et Syed, 2007). Cependant, les études fondées sur des données entrées-sorties, qui couvrent la période allant du milieu des années 1990 à 2006, ne révèlent, en règle générale, aucune tendance à la baisse du contenu étranger des exportations chinoises.<sup>15</sup> La tendance a probablement changé ces toutes dernières années pour deux raisons majeures. D'abord, la part des exportations résultant d'activités de transformation a continué de baisser et se trouvait en dessous de 50 pour cent des exportations totales en 2008 (Li&Fung 2009). Par conséquent, le coefficient moyen d'importation des exportations chinoises devrait décliner, étant donné que le contenu en valeur ajoutée nationale des exportations ne résultant pas d'activités de transformation est plus élevé. Ensuite, dans ses activités de transformation des exportations, la Chine semble être passée de simples opérations d'assemblage de pièces détachées et composantes étrangères à des opérations utilisant plus d'intrants nationaux, augmentant par conséquent leur contenu en valeur ajoutée nationale (Cui 2007).

Les estimations réalisées pour la première moitié des années 2000 montrent que le contenu moyen en valeur ajoutée étrangère des exportations chinoises se situait entre 40 et 50 pour cent. Une très grande partie du contenu étranger des exportations consistait en des pièces détachées et composantes importées directement utilisées dans les secteurs produisant des biens exportables, et ce dans des proportions particulièrement élevées dans les secteurs de transformation des exportations, alors que la part du contenu en importation utilisé directement ou indirectement dans les exportations ne résultant pas d'activités de transformation était similaire. Près des deux tiers du contenu en valeur ajoutée nationale des exportations ne résultant pas d'activités de transformation ont été créés dans d'autres secteurs fournissant des

---

<sup>14</sup> Dans Koopman *et al.* (2008: Table 4) et Chen *et al.* (2008), les estimations réalisées pour la même année montrent des résultats similaires pour les exportations résultant d'activités de transformation, mais un chiffre plus élevé (37 pour cent) pour les exportations ne résultant pas d'activités de transformation.

<sup>15</sup> Pour en savoir plus sur les changements qui ont eu lieu entre le milieu des années 1990 et le début des années 2000, voir Chen *et al.* (2008:11-12). Cependant, les estimations préliminaires pour 2006, faites par Koopman *et al.* (2008), montrent une brusque chute de la valeur ajoutée nationale créée par les exportations résultant d'activités de transformation, mais peu de changements dans celle créée par les exportations ne résultant pas d'activités de transformation.

intrants, alors que le contenu en valeur ajoutée directe ou indirecte des exportations résultant d'activités de transformation est globalement le même.

La teneur en importation des exportations chinoises destinées aux États-Unis est plus importante que celle de ses exportations destinées au reste du monde, en grande partie parce qu'une très grande part des exportations vers les États-Unis (environ 78 pour cent en 2002) sont des exportations résultant d'activités de transformation. En 2002, le contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations vers les États-Unis était de 63 pour cent, contre moins de 50 pour cent pour les exportations chinoises totales.<sup>16</sup> À l'inverse, la teneur en valeur ajoutée nationale des exportations américaines destinées à la Chine est très forte (à peu près 87 pour cent pour la même année) et la teneur en valeur ajoutée étrangère est très faible (13 pour cent). On a donc estimé que l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis était de 172 milliards de dollars en 2005 en termes de valeur brute, mais il n'est que de 40 milliards de dollars en termes de valeur ajoutée. En d'autres termes, les exportations de la Chine vers les États-Unis contiennent de grandes quantités de valeur ajoutée générée dans d'autres pays, dont ses partenaires commerciaux d'Asie et même les États-Unis (Lau *et al.* 2006).

Une part relativement importante de la valeur ajoutée nationale créée par les exportations chinoises revient aux entreprises étrangères. Cela est particulièrement vrai dans le cas des exportations résultant d'activités de transformation où les entreprises étrangères dominent. Selon les estimations, en 2002, les deux tiers environ de la valeur ajoutée nationale totale créée par les exportations chinoises destinées aux États-Unis sont revenus au revenu du capital, 18 pour cent au revenu du travail et 14 pour cent aux taxes indirectes. A peu près 60 pour cent de ces exportations provenaient d'entreprises étrangères, dont des entreprises américaines. Même si l'on suppose que ces entreprises ont seulement pris part au revenu du capital direct, on peut évaluer que 7 pour cent supplémentaires de la valeur des exportations chinoises totales vers les États-Unis sont revenus à des entreprises étrangères. Par conséquent, le revenu laissé en Chine ne dépassait pas 30 pour cent de la valeur totale des exportations destinées aux États-Unis.

---

<sup>16</sup> Lau *et al.* (2006). D'après Dean *et al.* (2008), le contenu étranger des exportations chinoises destinées aux États-Unis était de 55 pour cent, alors que le contenu moyen étranger de ses exportations totales était de 46 pour cent.

#### IV. DANS QUELLE MESURE LA CROISSANCE DE LA CHINE EST-ELLE TIRÉE PAR LES EXPORTATIONS ?

##### IV.1 *Expérience récente*

Les données étudiées dans la section précédente montrent que le contenu en importation des exportations chinoises est relativement élevé. En moyenne, la valeur ajoutée intérieure créée par les exportations n'est pas bien plus élevée que la moitié de leur valeur brute et l'autre partie est imputée à la valeur ajoutée étrangère, essentiellement des pièces détachées et des composants et d'autres intrants intermédiaires importés des EDE d'Asie de l'Est et du Japon.

**Tableau 5 : Croissance du PIB réel et de ses composantes en Chine (en %)**

	PIB	Consommation	Formation brute de capital	Exportations	Importations
2002	9.1	7,4	13,2	29,4	27,4
2003	10.0	6,6	17,2	26,8	24,9
2004	10.1	7,1	13,4	28,4	22,7
2005	10.4	7,3	9,0	24,3	11,4
2006	11.6	8,4	11,1	23,8	15,9
2007	13.0	10,1	11,4	19,9	14,0
2008	9.6	8,8	10,2	8,6	5,1
2009	8.7	9,7	18,3	-10,6	3,9

Source : Banque mondiale, *China Quarterly Update* (numéros divers)

Cependant, même en termes de valeur ajoutée, la part des exportations chinoises dans le PIB (c'est-à-dire le ratio  $VAX/PIB$ ) est très élevé, de l'ordre de 18 à

22 pour cent, dont 7 à 9 points de pourcentage consistent en de la valeur ajoutée directe créée dans des secteurs de production de biens exportables. C'est un chiffre bien supérieur aux chiffres auxquels on pourrait s'attendre pour une économie de cette taille et même supérieur au ratio  $X/PIB$  du Brésil, des États-Unis et du Japon calculé selon la méthode conventionnelle. Ce chiffre est principalement dû à la croissance spectaculaire de ses exportations depuis le début de la décennie, à un taux de 25 pour cent par an environ, c'est-à-dire trois fois plus que la consommation intérieure et deux fois plus que l'investissement intérieur, ce qui a amené le ratio  $X/PIB$  à 36 pour cent avant l'éclatement de la crise mondiale en 2008 (tableaux 5 et 6).

**Tableau 6 : Exportations, importations et revenu de la Chine (en %)**

	2002	2006	2007
	-----	-----	-----
X/PIB	22,4	36,5	36,0
VAX/PIB	12,1	18,5	18,3
<i>Direct</i>	4,5	7,0	7,0
<i>Indirect</i>	7,6	11,5	11,3
TB/PIB	3,0	8,2	9,3
M/PIB	20,3	29,8	28,3
$M_x/M$	50,7	60,2	62,1
IG/M	72,6	74,4	75,2

*Source* : FMI, Statistiques financières internationales, ONU Comtrade et Koopman *et al.* (2008)

VAX : Exportations à valeur ajoutée ; TB : Balance commerciale ;  
 $M_x$  : Importations utilisées pour les exportations ; IG : Importations de biens intermédiaires.

Le tableau 6 montre les estimations données dans Koopman *et al.* (2008) obtenues en calculant les ratios  $VAX/PIB$  et le contenu en valeur ajoutée directe et indirecte des exportations en tant que part dans le PIB.<sup>17</sup> La hausse du ratio  $VAX/PIB$  entre 2002 et 2007 reflète principalement la hausse de la part des exportations dans le PIB, tel que calculé conventionnellement, plutôt que la baisse des contenus en valeur ajoutée étrangère. Le ratio  $VAX/PIB$  dépasse largement le ratio de l'excédent commercial au PIB ( $TB/PIB$ ), car toutes les importations ne sont pas utilisées pour produire des biens exportables. Quelque 60 pour cent des importations totales et plus

<sup>17</sup> Dans le tableau 6, les estimations concernant les contenus nationaux et étrangers pour l'année 2006 sont également utilisées pour calculer le ratio de les VAX pour l'année 2007.

de 80 pour cent des importations de biens intermédiaires sont destinées, directement ou indirectement, à l'exportation et le reste à la consommation et l'investissement intérieurs.

D'après certaines estimations, en Chine, la contribution des exportations à valeur ajoutée au PIB est plus petite que les chiffres présentés au tableau 6. Anderson (2007a) estime leur contribution à 7,7 pour cent seulement, c'est-à-dire moins de la moitié du ratio  $VAX/PIB$  donné au tableau 6. Toutefois, cette estimation est obtenue après avoir déduit des exportations non seulement « le contenu en importation correspondant » des secteurs produisant des biens exportables, mais aussi « l'achat des intrants provenant d'autres secteurs ». Elle ne prend donc pas en compte le contenu en valeur ajoutée intérieure indirecte des exportations qui, tel que noté, dépasse largement la valeur ajoutée intérieure directe. En effet, elle se rapproche beaucoup de la part du contenu en valeur ajoutée directe des exportations dans le PIB calculée à partir des tableaux entrées-sorties. Plus important encore, elle est inférieure au ratio  $TB/PIB$ . Par conséquent, même si toutes les importations étaient utilisées pour les exportations et si aucune n'était destinée à la consommation et l'investissement intérieurs, la valeur ajoutée créée serait toujours supérieure à 7,7 pour cent du PIB.<sup>18</sup>

Le tableau 7 compare les estimations de la contribution des exportations à la croissance en Chine entre 2004 et 2009, faites à partir de la méthode de calcul conventionnelle de l'équation (2) basée sur les exportations nettes, et les estimations basées sur l'ajustement des exportations et de la demande intérieure en fonction de leur contenu en importation. Les dernières se basent sur un contenu en importation des exportations de 50 pour cent. C'est une des plus hautes valeurs de plusieurs estimations fondées sur les données entrées-sorties mentionnées plus haut, essentiellement en ce qui concerne ces toutes dernières années. Par conséquent, les chiffres de la dernière colonne du tableau 7 devraient être interprétés comme les contributions minimales des exportations à la croissance. Même à leur niveau minimum, les contributions dépassent de beaucoup les estimations basées sur les exportations nettes au cours des années précédant la crise. Selon les estimations calculées à l'aide de la méthode conventionnelle, de 2004 à 2008, les exportations nettes ne représentaient pas plus de 15 pour cent en moyenne de la croissance, alors que la contribution moyenne des exportations est d'un tiers lorsque les contenus en importation des exportations et de la demande intérieure sont pris en compte. La croissance de la Chine a donc été très dépendante aux exportations, malgré le très fort contenu en importation des exportations.

Les chiffres du tableau 7 n'incluent pas l'effet multiplicateur des exportations sur la consommation et le revenu. Pour cela, il faut estimer le contenu en importation de la consommation ( $\alpha$  dans l'équation 5). La valeur du coefficient n'est pas

---

<sup>18</sup> Ces remarques sont également valables pour les résultats d'une autre étude (He et Zhang, 2008), d'après laquelle le contenu en valeur ajoutée intérieure des exportations était de 15 pour cent en 2002. Dans ce cas, le ratio  $VAX/PIB$  serait de 3 pour cent environ. Celui-ci est plus ou moins équivalent au ratio de la balance commerciale de cette année-là (voir tableau 6), ce qui suppose que la consommation et l'investissement absorbent peu ou pas d'importations. L'étude utilise la méthodologie élaborée par Koopman *et al.* (2008) pour séparer les importations destinées aux exportations résultant d'activités de transformation et aux exportations ne résultant pas d'activités de transformation et les données provenant du même tableau entrées-sorties de 2002, mais elle n'explique pas pourquoi les chiffres obtenus sont significativement différents.

directement accessible, mais, à partir d'hypothèses raisonnables, on peut estimer qu'elle est de moins de 8 pour cent.<sup>19</sup> Cela implique qu'entre 2004 et 2007, plus de 60 pour cent des importations totales ont été utilisées, directement et indirectement, pour les exportations et moins de 15 pour cent pour la consommation intérieure. Même en prenant un coefficient d'importation des exportations plus faible (disons  $\delta=0,40$ ), le coefficient d'importation de la consommation intérieure ne serait pas beaucoup plus grand (environ 10 pour cent) et à peine 50 pour cent des importations totales seraient utilisées pour la consommation et l'investissement intérieurs. Ces chiffres sont très faibles par rapport à ceux des économies avancées figurant aux tableaux 1 et 2, notamment parce que la part des biens dans la consommation est plus élevée et que la part des services est plus faible en Chine. En outre, le coefficient d'importation des biens est plus élevé que celui des services. Ils suggèrent que l'économie chinoise demeure assez fermée aux importations, mis à part pour ce qui est des exportations et de l'investissement tourné vers l'exportation.

**Tableau 7 : Contributions de la demande intérieure et des exportations à la croissance chinoise (en points de pourcentage)**

	Méthode conventionnelle			Méthode basée sur l'ajustement en fonction des importations	
	PIB	Demande intérieure	Exportations nettes	Demande intérieure	Exportations
2004	-	-	0,5	6,3	3,8
2005	10,1	9,6	2,3	6,7	3,7
2006	11,6	9,8	1,8	7,5	4,1
2007	13,0	10,7	2,3	9,4	3,6
2008	9,6	8,8	0,8	8,0	1,6
2009	8,7	12,7	-3,9	10,6	-1,9

Source : Méthode de calcul conventionnelle : pour la période 2004-2007, les données sont tirées de la BAD (2009a) ; et pour 2009 les données sont tirées du *China Quarterly Update* de la Banque mondiale (mars 2010).

<sup>19</sup> Une fois que l'on connaît le contenu en importation des exportations, le coefficient d'importation de la demande intérieure ( $\eta$ ) peut être obtenu selon la formule  $Y = D (1 - \eta) + X (1 - d)$ , où  $D$  est la demande intérieure globale ( $C+I$ ). Pour  $d=0,50$ , le coefficient d'importation de la demande intérieure est de 11 pour cent environ. Nous supposons, sur la base des estimations faites pour plusieurs économies avancées mentionnées plus haut, que le coefficient d'importation de la consommation ( $\alpha$ ) n'est pas plus grand que la moitié de celui de l'investissement ( $\beta$ ). Pour  $d=0.50$ ,  $\eta= 0.11$  and  $\alpha = \beta/2$ , le coefficient d'importation de la consommation sera de moins de 8 pour cent.

Avec ces coefficients d'importation de la consommation, le multiplicateur d'ajustement des importations ( $\psi$  dans l'équation 5)<sup>20</sup> se situerait entre 1,5 et 1,6 ; ce qui indique qu'environ 50 pour cent de la croissance du PIB avant la crise venait des exportations, notamment à travers leurs répercussions sur la consommation. Cependant, pour plusieurs raisons, l'effet multiplicateur provenant des revenus gagnés dans les secteurs d'exportation risque d'être plus faible que la moyenne concernant l'économie toute entière. Tel qu'indiqué ci-dessus, les deux tiers environ de la valeur ajoutée des secteurs d'exportation vont aux bénéfices bruts et moins d'un cinquième aux salaires. Dans les secteurs d'exportation, la part des salaires dans le revenu est beaucoup plus petite et celle des profits est beaucoup plus grande que dans l'économie dans son ensemble (graphique 1). Étant donné que la propension à consommer les salaires est bien plus forte que la propension à consommer les bénéfices et étant donné que les bénéfices dans les secteurs d'exportations reviennent, en partie, aux entreprises étrangères, le revenu tiré dans ces secteurs peut générer proportionnellement moins de consommation que le revenu engrangé dans le reste de l'économie. Par conséquent, l'effet multiplicateur serait plus faible. Cependant, même en appliquant un ratio de la consommation moyenne réduit de moitié, le multiplicateur se situerait toujours autour de 1,2 ; ce qui veut dire qu'environ 40 pour cent de la croissance, avant la crise, venait des exportations.

D'après ces estimations, en Chine, une croissance de 10 pour cent des exportations générerait au moins 2 pour cent de croissance du PIB, notamment à travers son impact sur la consommation intérieure. En prenant en compte l'impact sur l'investissement, ce chiffre serait encore plus grand. Une étude économétrique prenant en compte toutes les répercussions de la demande intérieure, dont l'effet sur l'investissement, estime que ce chiffre serait de 2,5 pour cent (Cui *et al.* 2009). C'est un chiffre similaire que suggèrent les multiplicateurs de revenus estimés par le CESAP sur la base du modèle du cabinet de prévisions économiques Oxford Economics.<sup>21</sup> Par conséquent, si les répercussions des exportations sur la consommation et l'investissement sont prises en considération, il ne serait pas exagéré de conclure qu'entre 2004 et 2007 les exportations ont contribué à 50 pour cent environ à la croissance chinoise.

#### ***IV.2 Vulnérabilité chinoise à une réduction des exportations***

Ces résultats montrent que l'économie chinoise est très vulnérable aux perturbations des exportations, comme cela a pu être constaté pendant le récent ralentissement de l'économie mondiale. Le taux de croissance des exportations chinoises et leur contribution à la croissance du PIB a brusquement chuté en 2008, avant de devenir négatif en 2009 (tableau 7). Un écart d'environ 6 points de pourcentage s'est creusé entre la contribution des exportations à la croissance en 2009

---

<sup>20</sup> Ici, c'est la part de la consommation privée, et non pas de la consommation totale, dans le PIB qui est utilisée pour évaluer le multiplicateur d'ajustement des importations.

<sup>21</sup> Le multiplicateur des exportations montre qu'en Chine chaque perte à l'exportation de 1 dollar équivaut à une réduction de 66 cents du PIB. En utilisant le ratio exportation/PIB moyen de 2004 à 2007, une croissance des exportations de 10 pour cent générerait environ 2,3 pour cent de croissance du PIB, répercussions sur la demande intérieure incluses.

et la période 2004-2007, compte non tenu des répercussions sur la demande intérieure. Or cette baisse n'est que partiellement compensée par une croissance plus rapide de la demande intérieure. Malgré un important programme budgétaire de quelque 600 milliards de dollars E.U. ou 15 pour cent du PIB, une relâche offensive de la politique monétaire et une expansion rapide des crédits, on estime que la croissance du PIB en 2009 est restée 2,5 à 3 points de pourcentage en dessous du taux moyen de la période 2004-2007.

Du début des années 2000 jusqu'à l'éclatement de la crise mondiale en 2008, l'investissement chinois était plus fort que la consommation et l'insuffisance de la demande était comblée par la croissance rapide des exportations. La part de la consommation privée dans le PIB est passée de plus de 50 pour cent dans les années 1990 à environ 36 pour cent à la veille de la crise, tandis que celle de l'investissement est montée jusqu'à 45 pour cent (tableau 5 et graphique 1).<sup>22</sup> Les récentes mesures de stimulation ont poussé le taux d'investissement encore plus haut, jusqu'à 50 pour cent du PIB, et ont aggravé le problème de surcapacité qui s'est répandu dans plusieurs secteurs et qui a accru la dépendance de la croissance aux exportations. Une très grande partie du train de mesures budgétaires a été destinée à l'investissement dans des infrastructures et 20 pour cent seulement ont été utilisées pour des dépenses sociales (NBSC 2008). Les politiques destinées à relancer la demande de biens immobiliers et la croissance sans précédent des prêts immobiliers accordés aux ménages ont créé une bulle sur le marché immobilier, l'investissement dans l'immobilier augmentant de presque 40 pour cent (Wolfe et Ziemba 2009a). Bien que la consommation privée se soit maintenue grâce à plusieurs mesures d'incitation, plus particulièrement pour l'achat de voitures, elle n'a pas donné l'élan suffisant pour compenser le déclin brutal des exportations. On estime qu'en 2009 la hausse de l'investissement a contribué entre 80 et 90 pour cent à la croissance (Wolfe et Ziemba 2009b ; Ho-Fung 2009).

A mesure que les effets du programme de stimulation s'effacent, l'utilisation de la capacité et la croissance dépendront de nouveau d'une expansion rapide des exportations, étant donné qu'il n'est pas prévu que la part de la consommation augmente significativement. Les exportations chinoises ont enregistré des hausses aux taux à deux chiffres fin 2009, mais ont ralenti au début des années 2010, jusqu'à ce que la Chine affiche un déficit commercial pour la première fois depuis de nombreuses années. Si elles ne retrouvent pas leur forte expansion, la croissance de 2010 n'atteindra probablement pas son niveau de 2009.

La Chine peut-elle se tourner de nouveau vers une croissance tirée par les exportations sur le moyen terme à mesure que l'économie mondiale sort de la crise actuelle ? Au cours de la dernière décennie, les exportations de la Chine se sont accrues deux fois plus vite que le commerce mondial et la part de la Chine dans le commerce mondial des marchandises a doublé, dépassant les États-Unis et, plus récemment, l'Allemagne pour devenir le plus grand exportateur. Pour retrouver un rythme de croissance d'environ 10 pour cent par an basé sur les exportations, la Chine

---

<sup>22</sup> Pour en savoir plus sur l'évolution de l'investissement et de la consommation, voir Banque mondiale, *China Quarterly Update* (numéros divers), World Bank Beijing Office, et Aziz et Dunaway (2007).

devrait continuer d'augmenter sa pénétration dans les marchés étrangers et sa part dans le commerce mondial. Or si la croissance des économies avancées qui constituent les principaux marchés de la Chine continue à stagner, tel que suggéré par la plupart des prévisions à moyen terme, la Chine devra augmenter davantage encore sa part dans les marchés mondiaux.

Ce n'est pas une option durable que de reprendre les *vieilles habitudes* selon lesquelles les États-Unis persistent à consommer au-dessus de leurs moyens et absorbent les exportations de la Chine en émettant de plus en plus d'obligations en dollars : ce serait le meilleur moyen d'exacerber l'instabilité monétaire et financière internationale. Au contraire, les États-Unis doivent vivre dans la limite de leurs moyens et passer d'une croissance tirée par la consommation à une croissance tirée par les exportations, comme ils semblent désormais déterminés à le faire (Akyüz 2010). Dans ces conditions, si la Chine stimulait de façon offensive ses exportations vers les marchés des économies avancées et d'autres pays en développement, elle pourrait bien se heurter à une forte résistance, ce qui créerait des conflits dans le système commercial.<sup>23</sup> En effet, la Chine a déjà fait face aux réactions non seulement des États-Unis et de l'UE, mais aussi de certaines EDE, dont l'Inde et l'Indonésie. Mais, si la Chine réduit le taux d'expansion de ses exportations à un niveau plus acceptable, disons 10 pour cent, sans fondamentalement changer le rythme et la composition de la demande intérieure, son taux de croissance pourrait atteindre tout juste 7 pour cent.<sup>24</sup> La croissance pourrait ralentir beaucoup plus si la bulle de l'investissement axé sur le crédit éclatait, ce qui ferait ressortir des prêts pourris et créeraient des problèmes pour les banques aux capacités limitées et, finalement, une crise financière.<sup>25</sup>

### **IV.3 La solution**

Une solution à ce problème serait de diminuer la teneur en valeur étrangère des exportations de façon à augmenter leur contribution à la croissance. Pour cela, il faudrait procéder à une modernisation technologique et remplacer les pièces détachées et composantes de haute technologie importées par des produits intérieurs et exporter non plus des produits transformés mais des produits non transformés. Cette transformation a commencé à prendre place ces dernières années, mais le contenu en

---

<sup>23</sup> Dans un scénario de Guo et N'Diaye (2009), pour atteindre une croissance de 8,5 pour cent par an au cours de la période 2011-2020, les exportations réelles chinoises devraient croître de 14,5 pour cent par an, deux fois plus que la croissance prévue du volume du commerce mondial, et l'excédent de sa balance courante atteindrait 15 pour cent du PIB. Sa part dans les exportations mondiales augmenterait de 15 pour cent, ce qui demanderait de faire de grands bénéfices sur les marchés de l'acier, de la construction navale et des machines-outils. Selon les auteurs, le principal obstacle à un tel rythme de croissance serait de réussir à baisser les prix autant que nécessaire pour gagner des parts de marché, et non pas les problèmes associés à la hausse des déséquilibres commerciaux.

<sup>24</sup> Même une croissance des exportations réelles de 10 pour cent est bien au-dessus de la croissance du volume commercial de 6,4 pour cent prévue dans le scénario de base à moyen terme du FMI (FMI, *World Economic Outlook*, octobre 2009).

<sup>25</sup> Avant la crise, on prévoyait que l'éclatement des bulles d'actifs (immobilier et valeurs mobilières) réduirait la croissance de la Chine d'environ 2 points de pourcentage. Voir Chancellor (2008).

importation moyen des exportations n'a pas significativement baissé, peut-être à cause de l'intensification de la spécialisation verticale dans les exportations ne résultant pas d'activités de transformation. En effet, il faudrait beaucoup de temps avant que les effets de la transformation se fassent sentir sur le contenu en produits nationaux des exportations. Des baisses marginales du contenu en importation des exportations ne peuvent pas compenser un fort ralentissement du rythme des exportations de façon à maintenir une croissance rapide. En outre, il faudrait, pour cela, que l'excédent commercial de la Chine continue à croître, ce qui aggraverait les déséquilibres commerciaux.

Si l'objectif est de maintenir les taux de croissance de 10% ou plus d'avant la crise, la solution qui s'offre naturellement est d'augmenter la consommation intérieure beaucoup plus rapidement que ce qui a été le cas jusqu'à présent. D'après les estimations citées ci-dessus, chaque baisse de 10 points de pourcentage du taux de croissance des exportations devrait s'accompagner d'une hausse d'au moins 5 points de pourcentage de la consommation privée pour que le rythme de croissance reste inchangé.<sup>26</sup> En d'autres termes, si le rythme de croissance des exportations et du revenu évoluait à la même allure, la consommation devrait augmenter plus vite que le PIB et l'investissement, plus lentement. Par conséquent, pour retrouver un taux de croissance d'environ 10 pour cent, il faudra inverser la tendance à la baisse de la part de la consommation privée et la tendance à la hausse de la part de l'investissement dans le PIB.

La concomitance d'un excédent de plus en plus grand du compte courant et d'un taux d'investissement exceptionnellement haut est un signe évident de sous-consommation. Toutefois, contrairement à ce que l'on croit, la principale raison n'est pas l'épargne excessive des ménages. Il ne fait aucun doute que l'épargne des ménages est élevée, mais elle n'est pas toujours plus élevée que dans les autres EDE. Ces dernières années, le taux d'épargne des ménages a stagné autour de 20 pour cent du PIB, un taux à peu près similaire à celui de la Malaisie dans les années 1980 et de l'Inde ces dernières années. L'épargne des ménages représente environ 28 pour cent du revenu disponible des ménages, contre 32 pour cent en Inde. Toutefois, à plus de 50 pour cent du PIB, le taux d'épargne national de la Chine dépasse largement celui de l'Inde, et ce à cause de l'épargne et des rétentions des bénéfices des sociétés plus élevées, soit plus de 20 pour cent du PIB, contre 10 pour cent en Inde. Les bénéfices et l'épargne des sociétés chinoises sont également plus élevés que ceux des pays d'Asie tardivement industrialisés, dont le Japon (15 pour cent du PIB pendant les années 1960), Taïwan et la Corée (12 et 8 pour cent du PIB, respectivement, au cours de la première moitié des années 1980). Bien que l'épargne des ménages chinois en pourcentage du revenu disponible ait augmenté ces dernières années, sa part dans l'épargne nationale a diminué en raison de la croissance considérablement rapide des bénéfices et de l'épargne des sociétés.<sup>27</sup>

---

<sup>26</sup> La raison est que la consommation génère plus de valeur ajoutée nationale que les exportations : son contenu en importation ( $\alpha$ ) est plus bas que le contenu en importation des exportations ( $\delta$ ), et sa part dans le PIB est presque la même que celle des exportations, selon la méthode de calcul conventionnelle.

<sup>27</sup> Pour en savoir plus au sujet de l'épargne des ménages et des sociétés dans les premiers pays industrialisés, voir Akyüz et Gore (1996) et le rapport sur le commerce et le développement de la

En Chine, la disparité entre la consommation et l'investissement et la dépendance aux marchés étrangers qui en découle est, en grande partie, le résultat du déséquilibre entre les salaires et les bénéfices. Les salaires, en Chine, constituent une très grande part du revenu des ménages, car les transferts publics et le revenu des placements, dont les dividendes, sont très faibles.<sup>28</sup> Malgré les hausses spectaculaires enregistrées, l'évolution des salaires a été plus lente que celle de la productivité et leur part dans la valeur ajoutée a baissé.<sup>29</sup> Depuis le début de la décennie, la productivité du travail dans le secteur manufacturier a crû de quelque 20 pour cent par an, tandis que les hausses du salaire nominal ont été inférieures à 15 pour cent et celles du salaire réel encore plus faibles. Les bénéfices ont crû plus vite que les ventes et la part du coût de la main d'œuvre dans la production totale brute dans les secteurs minier, manufacturier et des services publics est passée de 11,5 pour cent en 2002 à 7,1 pour cent en 2006 : pour l'économie dans son ensemble, la part des salaires dans le PIB est descendue à environ 40 pour cent après avoir fluctué entre 50 et 55 pour cent dans les années 1990. La part élevée des bénéfices dans la valeur ajoutée, le non paiement des dividendes à l'État par les sociétés publiques et les incitations fiscales sont les principales causes des hausses des parts de l'investissement et des taux de rétention du bénéfice des entreprises (Banque mondiale, *China Quarterly Update*, août 2005 ; Kuijs 2005 ; Yongding 2007 ; et Aziz et Dunaway 2007). La tendance à la baisse de la part des salaires dans le PIB est reflétée presque à l'identique par la part de la consommation privée dans le PIB (graphique 1).

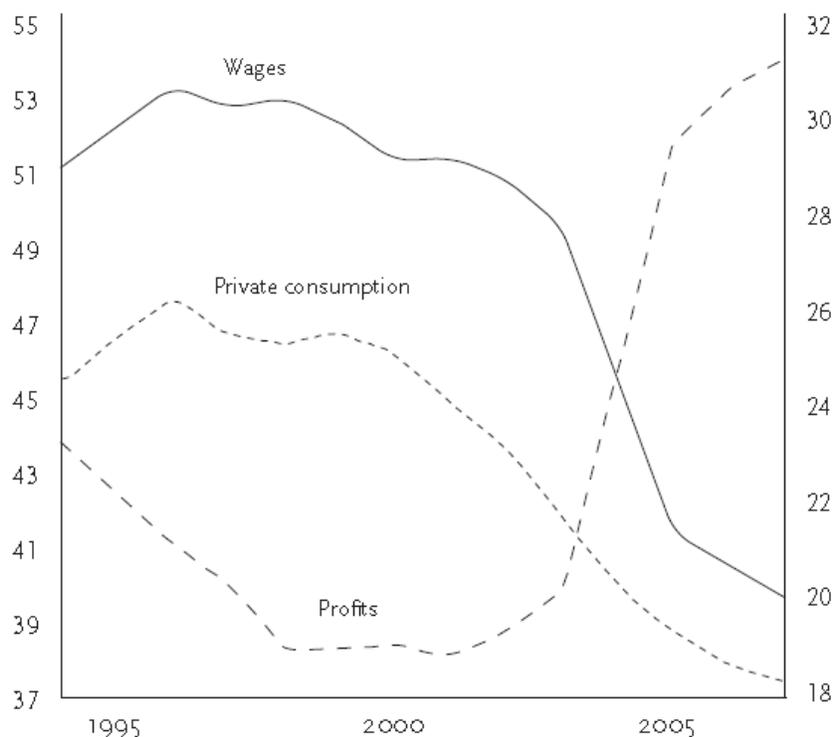
---

CNUCED (1997 : tableau 44). Pour en savoir plus sur l'épargne en Chine et en Inde, voir Prasad (2009). Voir également Anderson (2007b) sur l'épargne des ménages et des sociétés en Chine.

<sup>28</sup> D'après Aziz et Cui (2007), en 2005 le revenu de placement représentait 3 pour cent du revenu disponible des ménages, alors que les transferts publics ne représentaient pas plus de 0,5 pour cent du PIB.

<sup>29</sup> Pour en savoir plus sur l'évolution récente de la productivité de la main d'oeuvre, des bénéfices et des salaires et de la consommation, voir Kim et Kuijs (2007) et Banque mondiale, *China Quarterly update* (août 2006 et février 2007).

**Graphique 1 : Salaires, bénéfices et consommation privée**  
(en pourcentage du PIB)



Source : Ho-Fung (2009)

Sur l'échelle de droite sont représentés les bénéfices et sur l'échelle de gauche sont représentés les salaires et la consommation.

Il est vrai que la réussite de l'industrialisation dépend profondément du rythme d'accumulation de capitaux, qui, à son tour, dépend beaucoup du volume de bénéfices et de la mesure dans laquelle ces derniers sont utilisés pour l'investissement. Un taux de rétention du bénéfice des entreprises élevé et un rapport bénéfices/investissement dynamique, plutôt qu'une forte épargne des ménages, ont en effet été les principaux éléments marquants de la réussite de l'industrialisation de l'Asie de l'Est (Akyüz et Gore 1996). A cet égard, la Chine ne fait pas exception. Cependant, contrairement à la Chine, la plupart des pays tardivement industrialisés, plus particulièrement le Japon et la Corée, ne se sont pas reposés sur une main d'œuvre et une monnaie bon marché. Dans ces pays, les salaires et la consommation privée ont augmenté parallèlement à la productivité et ont soutenu l'expansion de la capacité de production en élargissant le marché interne. La part de la consommation privée dans le PIB des NEI et du Japon a constamment dépassé celle de la Chine depuis le milieu des années 1980, jusqu'à ce que l'écart atteigne 18 points de pourcentage ces dernières années.<sup>30</sup>

<sup>30</sup> Voir Ho-Fung (2009) qui affirme que le modèle de développement orienté vers l'industrie urbaine « est la source de la persistante offre "illimitée" de la main d'œuvre de la Chine et donc de la

Au vu des sombres perspectives qui s'annoncent pour les exportations, il est crucial que la Chine, pour retrouver son rythme de croissance, augmente considérablement la part des revenus des ménages dans le PIB et diminue corrélativement la part des bénéfices, de l'épargne et des investissements des sociétés. A cet effet, il faut que la part des salaires dans la valeur ajoutée augmente et que les transferts publics vers les ménages s'élèvent considérablement, notamment dans les zones rurales où les revenus demeurent faibles. Non seulement l'augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures des domaines de la santé, de l'éducation et de l'immobilier améliorerait le bien-être social, mais elle permettrait aussi de réduire l'épargne de précaution des ménages qui est relativement élevée. Les dépenses et les transferts de revenu peuvent être financés par des dividendes versés par les entreprises d'État, ce qui limiterait dans le même temps l'investissement excessif.

Pour passer d'une croissance tirée par les exportations à une croissance tirée par la consommation, la Chine devrait également procéder à une importante restructuration industrielle. Une grande partie des exportations chinoises est propre aux marchés étrangers et la demande intérieure est très faible. Contrairement à la théorie dominante (néo-classique) de la production où les facteurs de production peuvent être librement transférables entre différentes lignes de production pour produire divers biens et services, dans les faits, les biens d'équipement et les structures organisationnelles sont souvent spécifiques à une industrie et même à un produit. Cela veut dire que l'ajustement de la structure de production dépendrait essentiellement de la réallocation de nouveaux investissements et compétences vers des domaines qui ont besoin de se développer afin de réussir à augmenter la consommation intérieure. Il ne fait aucun doute que, dans ce processus, l'orientation publique des investissements jouera un rôle important.

## **V. IMPLICATIONS POUR LES FOURNISSEURS ASIATIQUES DE LA CHINE**

L'impact d'une réduction persistante des exportations de la Chine vers les États-Unis et l'UE sur la croissance des EDE faisant partie du réseau de production d'Asie de l'Est centré sur la Chine dépend de l'importance relative des exportations dans la génération de revenu et de la proportion des exportations destinées, directement ou indirectement, à ces marchés. Bien que les estimations détaillées et fiables du contenu en importation des exportations ne soient pas faciles à obtenir en ce qui concerne ces pays, leur croissance ne semble pas être moins dépendante que la Chine aux exportations.

Les données étudiées ci-dessus montrent que le contenu en importation des exportations est plus bas en Corée, en Indonésie, à Taïwan et en Thaïlande qu'en Chine.<sup>31</sup> Mis à part l'Indonésie, ces pays affichent un ratio  $X/PIB$  plus élevé (tableau

---

stagnation des salaires qui a caractérisé son miracle économique » et que « la compétitivité des exportations [de la Chine] s'est construite sur la stagnation à long terme des salaires ».

<sup>31</sup> Ces données incluent les estimations du coefficient d'importation des exportations figurant dans Johnson et Noguera (2009), Hummels *et al.* (2001) et Anderson (2007a), ainsi que celles obtenues par

8). On peut donc estimer que le ratio  $VAX/PIB$  de ces pays est largement supérieur à celui de la Chine : de l'ordre de 30 à 40 pour cent, contre 20 pour cent pour la Chine. Par ailleurs, avant la crise, la croissance des exportations de ces pays était considérablement plus lente que celle de la Chine et le taux de croissance de leur PIB aussi était plus faible. Par conséquent, la contribution des exportations à la croissance était plus élevée dans ces pays qu'en Chine. Elle était probablement de plus de 60 pour cent, contre 40 à 50 pour cent en Chine.

**Tableau 8 : Exportations dans les EDE liées au réseau de production de l'Asie de l'Est centré sur la Chine (en %)**

	Croissance réelle des exportations (2004-08)	X/PIB (2004-08)	Parts des exportations par partenaire 2008		
			États-Unis	UE	Chine
Indonésie	11.5	31.3	9.5	11.3	8.5
Corée	11.4	42.9	10.9	13.7	21.4
Malaisie	7.4	112.7	12.5	11.3	9.5
Philippines	7.3	45.0	16.7	17.3	11.1
Singapour	10.7	233.8	7.1	10.3	9.2
Thaïlande	7.1	73.5	11.4	12.9	9.2
Taiwan	8.2	68.9	12.0	11.0	26.2
Viet Nam	26.1	72.8	18.9	17.2	7.2

Source : BAD et FMI et sources nationales.

Au contraire, le contenu en importation des exportations de la Malaisie, de Singapour et du Viet Nam est plus important que celui des exportations chinoises (à Singapour, tel qu'indiqué, les réexportations représentent la moitié des exportations totales). Cependant, le ratio  $X/PIB$  de chacun de ces pays est beaucoup plus élevé que celui de la Chine ; deux fois plus dans le cas du Viet Nam, trois fois plus dans le cas de la Malaisie et six fois plus dans le cas de Singapour. Les ratios  $VAX/PIB$  devraient donc être supérieurs à celui de la Chine, bien que le contenu en importation de leurs exportations soit plus grand. Ainsi, on peut estimer que la contribution des exportations à la croissance de ces trois pays avant la crise a été plus importante que la contribution des exportations à la croissance de la Chine et du premier groupe de pays cité précédemment.

les multiplicateurs de revenu à partir du modèle de prévisions économiques du cabinet Oxford Economics, mentionné ci-dessus.

Il s'ensuit que les EDE d'Asie de l'Est faisant partie du réseau de production centré sur la Chine sont, de façon générale, plus vulnérables que la Chine aux risques d'une réduction continue des exportations. Les seuls cas à part sont l'Indonésie et, dans une moindre mesure, les Philippines, c'est-à-dire les pays qui ont été relativement moins touchés par les effets de la crise mondiale.

La part des exportations de la Chine destinées aux États-Unis et à l'UE est bien plus importante (environ 25 pour cent pour chacun d'entre eux) que celle des pays figurant au tableau 8. La Chine est devenue le plus grand marché d'exportation pour de plus en plus d'EDE d'Asie de l'Est, notamment la Corée et Taïwan. Cependant, une part importante des importations chinoises en provenance de ces économies sont utilisées comme intrants pour l'exportation de biens de consommation finale destinés aux États-Unis et à l'UE. En effet, il y a une étroite corrélation entre les exportations chinoises vers les États-Unis et l'UE et ses importations en provenance des EDE d'Asie de l'Est.<sup>32</sup> Ces pays peuvent donc être tout aussi, voire plus, indirectement exposés (à travers la Chine) que directement exposés aux risques de réduction des exportations vers les États-Unis et l'UE.

Les estimations montrent qu'une part importante de la valeur ajoutée des exportations chinoises destinées aux États-Unis et à l'UE est générée dans les EDE d'Asie de l'Est qui fournissent des composantes, pièces détachées et autres intrants intermédiaires à la Chine. En 2002, quarante-deux pour cent de la totalité des intrants intermédiaires importés provenaient des EDE d'Asie, plus de 30 pour cent des NEI et 10 pour cent d'autres EDE d'Asie (Dean *et al.* 2008). En d'autres termes, comme la teneur en valeur étrangère des exportations chinoises est de 50 pour cent, pour 100 dollars de produits chinois exportés, 21 dollars reviendraient aux autres EDE d'Asie en paiement de leurs importations. Bien que la part totale des EDE d'Asie dans les importations chinoises de produits intermédiaires ait continuellement baissé ces dernières années, elle reste suffisamment élevée pour que la Corée et Taïwan demeurent très vulnérables à une forte réduction des exportations de la Chine vers les États-Unis et l'UE. En effet, une grande partie des perturbations des exportations qu'a subies la Chine pendant la période 2008-2009 s'est propagée à ces deux pays qui ont vu, tout comme le Japon, leurs exportations vers la Chine baisser bien plus brusquement que les exportations des autres EDE de la région.<sup>33</sup>

Pour ce qui est des exportations résultant d'activités de transformation, la part des EDE d'Asie dans les exportations chinoises est encore plus grande. Comme nous l'avons indiqué, la teneur en valeur ajoutée étrangère de ces exportations est de 75 à

---

<sup>32</sup> Voir Kim, Lee et Park (2009). En effet, les exportations de produits non pétroliers à l'intérieur du marché de l'Asie de l'Est sont très étroitement liées aux importations américaines de produits non pétroliers.

<sup>33</sup> Pour en savoir plus sur le commerce de la Chine pendant la crise de 2008-2009, voir Athukorala et Kohpaiboon (2009). Le Japon fait parti des pays les plus exposés au passage de la Chine d'une croissance tirée par les exportations vers les États-Unis et l'UE à une croissance tirée par la consommation, car il fournit plus de 15 pour cent des produits intermédiaires totaux importés en Chine.

80 pour cent. Ces dernières années, environ 50 pour cent des pièces détachées et composantes utilisées pour les exportations chinoises de produits transformés provenaient d'EDE d'Asie de l'Est (Athukorala 2008, 2009). Ainsi, pour 100 dollars de produits chinois résultant d'activités de transformation et exportés vers les États-Unis et l'UE, environ 35 à 40 dollars reviennent aux EDE d'Asie de l'Est et 20 à 25 dollars à la Chine. Étant donné que les exportations de produits transformés constituent une très grande part des exportations chinoises destinées aux États-Unis (près de 80 pour cent) et que les pièces détachées et composantes représentent une grande part des exportations totales des EDE d'Asie de l'Est vers la Chine, une réduction des exportations chinoises vers les États-Unis et l'UE peut avoir de lourdes conséquences sur les EDE d'Asie de l'Est.

Ces réflexions nous amènent à tirer deux conclusions. Premièrement, comme une grande part des exportations des EDE d'Asie de l'Est destinées à la Chine est liée aux exportations chinoises à destination des États-Unis et de l'UE, l'exposition globale de ces pays aux risques d'un ralentissement économique continu des États-Unis et de l'UE est bien plus grande que ce que le laisse croire leur seule exposition directe. Si l'on ajoute à cela le fait que la croissance de ces pays est plus fortement dépendante aux exportations que la Chine, on en déduit que les EDE faisant partie du réseau de production d'Asie de l'Est centré sur la Chine sont plus vulnérables que la Chine aux risques d'un ralentissement continu des exportations asiatiques vers les États-Unis et l'UE.

Deuxièmement, la Chine est un importateur majeur de produits venant des EDE d'Asie de l'Est, mais elle ne constitue pas pour autant un marché majeur pour eux, puisqu'une grande part des importations chinoises sont destinées à être exportées vers des économies avancées plutôt qu'à être utilisées sur le territoire chinois. La consommation et l'investissement intérieurs de la Chine créent une demande d'importations provenant des EDE proportionnellement beaucoup moins forte que les exportations destinées aux États-Unis et à l'UE. Par conséquent, si la Chine passait d'une croissance tirée par les exportations à une croissance tirée par la consommation et si les États-Unis opéraient le changement inverse, leurs importations combinées en provenance des pays en développement de l'Asie de l'Est, notamment ceux participant étroitement au réseau de production d'Asie de l'Est, réduiraient considérablement. Une hausse de 100 dollars de la consommation chinoise équivaut à une augmentation de moins de 10 dollars des importations, alors qu'une chute de 100 dollars de la consommation américaine équivaut à une réduction de 25 dollars environ des importations. En d'autres termes, au rythme actuel des dépenses intérieures de la Chine, le marché chinois ne représente pas un bon substitut aux marchés américains et européens pour les EDE d'Asie de l'Est.

Pour devenir une locomotive régionale, la Chine devrait non seulement augmenter la part de sa consommation intérieure dans le PIB, mais aussi accroître la teneur en importation de sa consommation et, plus particulièrement, en importation de biens finis provenant de la région. Bien que la part de ces biens dans les importations chinoises provenant de la région ait progressé ces dernières années (Athukorala 2008 ; Kim, Lee, Park 2009), le partage de la production continue de dominer le commerce intra-régional. De plus, même si la Chine augmente rapidement sa consommation intérieure et son contenu en importation, il se peut que les EDE d'Asie de l'Est reliés au réseau de production centré sur la Chine ne puissent pas rapidement accroître leurs

exportations, car le commerce du réseau intra-régional est extrêmement différent du commerce de biens finaux. Pour passer du premier au second, les pays devraient procéder à une restructuration industrielle et modifier de façon significative la composition de leurs exportations. Pour la même raison, il serait difficile même pour de plus petits pays qui fournissent la Chine en pièces détachées et composantes pour ses exportations vers les États-Unis et l'UE de privilégier d'autres marchés. Le même problème se produirait si la dépendance aux exportations était diminuée en privilégiant les marchés intérieurs.

Dans les autres pays que la Chine, le sous-investissement est l'une des principales raisons de la trop grande dépendance aux exportations. Dans plusieurs économies, dont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et Taïwan, les taux d'investissement ont tourné autour de 20 pour cent du PIB ces dernières années, plus de deux fois moins qu'en Chine. Dans aucune de ces économies, les taux d'investissement n'ont retrouvé les niveaux atteints avant la crise de 1997 (Akyüz 2009). Même en reconnaissant que le boom des investissements qui a précédé la crise était une bulle insoutenable stimulée par de massives entrées de capitaux, les récents taux d'investissement sont trop bas pour générer une croissance rapide tant de la capacité de production que de la demande effective.

Il y a un lien entre l'investissement exceptionnellement élevé en Chine et les faibles taux d'investissement dans le reste de l'Asie de l'Est. Les généreuses mesures incitatives de la Chine en faveur des investissements étrangers directs (IED) dans les industries exportatrices contribuent largement à attirer de gros investissements venant de la région. Il est nécessaire de redistribuer l'investissement global au sein de l'Asie de l'Est, depuis la Chine vers le reste des pays. Si la Chine commençait à privilégier les marchés intérieurs en réduisant et démantelant les incitations en faveur des IED dans les industries exportatrices, elle faciliterait la redistribution.

En outre, la consommation privée a été faible dans les pays d'Asie de l'Est. En Corée, en Malaisie, à Taïwan et en Thaïlande, sa part dans le PIB n'est que de 55 pour cent, un taux bien inférieur à ceux de pays plus riches comme les États-Unis (plus de 70 pour cent) et l'UE (environ 60 pour cent). Singapour est une autre économie sous-consommatrice de la région dans laquelle la part de la consommation privée dans le PIB a été en constante baisse depuis le début de la décennie (elle est actuellement de l'ordre de 40 pour cent, alors que l'épargne nationale s'élève à 53 pour cent du PIB, presque autant qu'en Chine). Grâce aux taux d'investissement qui ont tourné autour de 20 pour cent du PIB jusqu'au boom de l'immobilier en 2007, l'économie a généré un excédent de la balance courante équivalent au quart de son PIB.<sup>34</sup>

Pour la plupart des pays d'Asie de l'Est, il se pourrait qu'une brusque réduction des exportations ne crée pas de sévères problèmes de balance des paiements, étant donné les grands excédents de la balance courante qu'ils affichent et leurs réserves. Cependant, plusieurs pays, dont quelques grandes économies comme le Viet Nam, se trouvent dans une situation de la balance des paiements difficile et

---

<sup>34</sup> La faible consommation privée de Singapour aussi semble trouver son origine dans une faible part du revenu de la main d'oeuvre dans le PIB. Voir Mah-Hui et Maru (2009) qui réitère que Singapour a un niveau de revenu par habitant d'un pays industrialisé, mais un modèle de répartition du revenu d'une économie du tiers-monde.

dépendent d'entrées de capitaux malgré leurs forts résultats à l'exportation. Dans les années à venir, des conditions économiques et financières mondiales plus strictes que celles des années qui ont précédé la crise mondiale pourraient creuser les déficits des paiements courants et rendre plus difficile la mobilisation de financements extérieurs. Plusieurs économies d'Asie du Sud qui peuvent fournir de grands marchés aux exportations d'Asie de l'Est se heurtent également à des difficultés externes similaires. Dotée de vastes réserves, la Chine peut donc jouer un rôle important dans la réduction de la dépendance de ces pays à l'égard des marchés financiers occidentaux et dans l'expansion des marchés des EDE d'Asie afin d'accroître les échanges commerciaux Sud-Sud.

## BIBLIOGRAPHIE

- 📖 Agarwala, R. (2009). « On Managing Risks Facing the Indian Economy: Towards a Better Balance between Public and Private Sectors ». Mimeo, RIS, Inde, septembre.
- 📖 Akyüz, Y. (2009). « Exchange Rate Management, Growth and Stability: National and Regional Policy Options In Asia ». PNUD, Colombo.
- 📖 Akyüz, Y. (2010). « Global Economic Prospects: The Recession May be Over But Where Next? » *Rapport de recherche 26*, Genève, mars.
- 📖 Akyüz, Y. et C. Gore (1996). « The Investment-Profits Nexus in East Asian Industrialisation », *World Development* 24(3): 461–470.
- 📖 Anderson, J. (2007a). « Is China Export-Led? » UBS Investment research, Asian Focus, 26 septembre. [www.ubs.com/economics](http://www.ubs.com/economics).
- 📖 Anderson, J. (2007b). « Solving China's Rebalancing Puzzle ». *Finance and Development*, 44(3).
- 📖 Athukorala, P-C. (2008). « China's Integration into Global Production Networks and its Implications for Export-led Growth Strategy in Other Countries in the Region ». *Working Paper 2008/04*, Avril, Australian National University.
- 📖 Athukorala, P-C. (2009). « Production Networks and Trade Patterns: East Asia in a Global Context. » Document préparé pour la Conférence conjointe BAD-BNM-CE : Beyond the Global Crisis: A New Asian Growth Model? 18-20 octobre, Kuala Lumpur, Malaisie.
- 📖 Athukorala, P-C., et A. Kohpaiboon (2009). « Intra-Regional Trade in East Asia: The Decoupling Fallacy, Crisis, and Policy Challenges ». *Working Paper, 2009/09*, août, Australian National University.
- 📖 Aziz, J. et L. Cui (2007). « Explaining China's Low Consumption: The Neglected Role of Household Income ». *IMF Working Paper* 07/181.
- 📖 Aziz, J., et S. Dunaway (2007). China's Rebalancing Act. *Finance and Development*, 44(3).
- 📖 BAD (Banque de développement asiatique) (2005). *Asian Development Outlook 2005*, Manille.
- 📖 BAD (2009). *Asian Development Outlook 2009*, Manille.
- 📖 Banque mondiale. *China Quarterly Update*. (numéros divers), World Bank Beijing Office, Chine.

- 📖 Bergsten, F. (2008). « Trade has saved America from recession ». *Financial Times*, 1<sup>er</sup> juillet.
- 📖 CESAP (2009). « Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009: Year-end Update ». Bangkok. [www.unescap.org](http://www.unescap.org).
- 📖 Claus, I. et K. Li (2003). « New Zealand's Production Structure: An International Comparison ». *New Zealand Treasury Working Paper* 03/16, septembre.
- 📖 Chancellor, E. (2008). Bursting Chinese Bubble Could Hurt. *Independent Investor*, 18 janvier.
- 📖 Chen, X., L.K. Cheng, K.C. Fung et L.J. Lau (2004). « The Estimation of Domestic Value-Added and Employment Induced by Exports: An Application to Chinese Exports to the United States ». Document présenté à la réunion de l'AEA, Boston, janvier 2005; Mimeo, Stanford University.
- 📖 Chen, X. L. Cheng, K.C. Fung, L.J. Lau, Y-W Sung, C. Yang, K. Zhu, J. Pei et Z. Tang (2008). « Domestic Value Added and Employment Generated by Chinese Exports: A Quantitative Estimation ». *MPRA Paper* 15663. [mpra.ub.uni-muenchen.de/15663/](http://mpra.ub.uni-muenchen.de/15663/)
- 📖 CNUCED (numéros divers). *Trade and Development Report*. Organisation des Nations Unies : Genève.
- 📖 Cui, L. (2007). « China's Growing External Dependence ». *Finance and Development*, 44(3).
- 📖 Cui, L. et M. Syed (2007). The Shifting Structure of China's Trade and Production. *IMF Working Paper* 07/214
- 📖 Cui, L., C. Shu et X. Su (2009). « How Much Do Exports Matter for China's Growth? » *China Economic Issues* 1/09, mars. Hong Kong Monetary Authority.
- 📖 Dean, J., K.C. Fung et Z. Wang (2008). « How Vertically Specialized is Chinese Trade? » *US International Trade Commission Office of Economics Working Paper* 2008-09-D.
- 📖 Feenstra, R.C. et C. Hong (2007). « China's Exports and Employment ». *NBER Working Paper* 13552
- 📖 FMI (Fonds monétaire international). *World Economic Outlook*. (numéros divers) Washington, D.C.
- 📖 FMI. *Regional Economic Outlook: Asia and Pacific*. (numéros divers), Washington, D.C.

- 📖 Guo, K. et P. N'Diaye (2009). « Is China's Export-Oriented Growth Sustainable? » *IMF Working Paper* 09/172.
- 📖 He, D. et W. Zhang (2008). « How Dependent is the Chinese Economy on Exports and in What Sense Has its Growth Been Export-Led? » *Working Paper* 0814, Hong Kong Monetary Authority.
- 📖 Ho-Fung, H. (2009). « America's Head Servant? The PRCs Dilemma in the Global Crisis ». *New Left Review* 60, novembre-décembre.
- 📖 Hummels, D., J. Ishii et K-M. Yi (2001). « The Nature and Growth of Vertical Specialization in World Trade ». *Journal of International Economics*, 54(1): 75-96.
- 📖 Johnson, R.C. et G. Noguera (2009). « Accounting for Intermediaries: Production Sharing and Trade in Value Added ». Mimeo. Dartmouth College.
- 📖 Kim, S-Y., et L. Kuijs (2007). "Raw Material Prices, Wages and Profitability in China's Industry— How Was Profitability Maintained when Input Prices and Wages Increased so Fast?" *World Bank China Research Paper* 8. Beijing.
- 📖 Kim, S., J-W. Lee et C-Y. Park (2009). « The Ties that Bind Asia, Europe and the United States ». Présentation faite lors de la Conférence conjointe de la BAD-BNM-CE : Beyond the Global Crisis: A New Asian Growth Model? 18-20 octobre, Kuala Lumpur, Malaisie.
- 📖 Koopman, R., Z. Wang et S-J. Wei (2008). « How Much of Chinese Exports Really Made in China? Assessing Domestic Value-Added when Processing Trade is Pervasive ». *NBER Working Paper*, 14109.
- 📖 Kranendonk, H. et J. Verbruggen (2008a). « Decomposition of GDP Growth in European Countries ». *CPB Document No 158*. Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, janvier.
- 📖 Kranendonk, H. et J. Verbruggen (2008b). « Decomposition of GDP Growth in Some European Countries and the United States ». *De Economist* 156(3): 295-306.
- 📖 Kuijs, L. (2005). "Investment and Saving in China." *World Bank Policy Research Working Paper*. 3622.
- 📖 Lau, L.J. X. Chen, L. K. Cheng, K.C. Fung, J. Pei, Y-W Sung, Z. Tang, Y. Xiong, C. Yang et K. Zhu (2006). « Estimates of U.S.-China Trade Balance in Terms of Domestic Value-Added ». Stanford Centre for International Development, *Working Paper* 295.
- 📖 Li&Fung (2009). *China Trade Quarterly*, novembre, numéro 16. Li&Fung Research Centre

- Loschky, A. et L. Ritter (2006). « Import Content of Exports ». OCDE, Direction des statistiques. Document préparé pour la 7<sup>e</sup> réunion internationale d'experts sur les statistiques du commerce et la réunion OCDE-Eurostat d'experts en commerce des services, Paris.
- Mah-Hui, M.L. et J. Maru (2009). « Financial Liberalization and the Impact of the Financial Crisis on Singapore ». Document préparé pour le TWN, Penang. [www.twinside.org.sg](http://www.twinside.org.sg).
- Mellens, M.C., H.G.A. Noordman et J.P. Verbruggen (2007). « Re-exports: International Comparison and Implications for Performance Indicators ». *CPB Document No 149*, Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, juillet.
- Miroudot, S. et A. Ragoussis (2009). « Vertical Trade, Trade Costs and FDI ». *OECD Trade Policy Working Paper 89*.
- NBSC (Bureau national chinois des statistiques) (2009). « The Steady Upturn Trend of National Economy Further Strengthened », 22 octobre.
- NRC (National Research Council) (2006). *Analyzing the U.S. Content of Imports and the Foreign Content of Exports*. The National Academy Press, Washington, D.C. <http://books.nap.edu/catalog/11612.html>
- Ping, X. (2005). « Vertical Specialization, Intra-Industry Trade and Sino-U.S. Trade Relationship ». China Center for Economic Research, Peking University *Working Paper C2005-005*.
- Prasad, E. (2009). Rebalancing Growth in Asia. *Finance and Development*, 46(4).
- Roos, J. (2006). « Import Content of Exports ». OCDE, Direction des statistiques. Document préparé pour la 7<sup>e</sup> réunion internationale d'experts sur les statistiques du commerce et la réunion OCDE-Eurostat d'experts en commerce des services, Paris.
- Suyker, W. (2007). « The Chinese economy, seen from Japan and the Netherlands ». *CPB Memorandum No. 185*, Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, juillet.
- The Economist* (2007). « China's Economy. How fit is the panda? » 27 septembre.
- Wolfe, A. et R. Ziemba (2009a). « Chinese Monetary Policy: Little Effect on Overcapacities, and Risks of Blowing a Property Bubble ». Roubini Global Economic, 10 octobre, [www.roubini.com/analysis](http://www.roubini.com/analysis).
- Wolfe, A. et R. Ziemba (2009b). What is China's Exit Strategy? Roubini Global Economics, 11 novembre, [www.roubini.com/analysis](http://www.roubini.com/analysis).
- Yongding, Yu. (2007). « Global Imbalances and China ». *The Australian Economic Review*. 40(1): 3-23.



**Chemin du Champ d'Anier 17  
PO Box 228, 1211 Genève 19  
Suisse**

**Téléphone : (41 22) 791 8050  
Fax : (41 22) 798 8531  
Email : [south@southcentre.org](mailto:south@southcentre.org)**

**Site Web :  
<http://www.southcentre.org>**

**ISSN 1819-6926**